ARGUMENTS

EDITION FRANÇAISE : Colette Audry, Roland Barthes, Jean Duvignaud, Edgar Morin.
EDIZIONE ITALIANA (*Ragionamenti*) : Luciano Amodio, Sergio Caprioglio, Franco Fortini, Armanda Giambrocono-Guiducci, Roberto Guiducci.

SOMMAIRE

LES CONSEILS OUVRIERS. *Note sur l'histoire de Conseils ouvriers* (P. Naville). *Gramsci et l'Ordine Nuovo* (R. Guiducci).
LES IDÉES DE « SOCIALISME OU BARBARIE ». *Notes sur Socialisme ou Barbarie* (G. Genette). *Solécismes ou Barbarismes* (E. Morin). *Sur l'article de Morin* (C. Lefort).
LA RÉVOLUTION HONGROISE. *Témoignages et études sur la révolution hongroise, revue critique* (P. Broué). *Quelques réflexions à partir de l'étude de la révolution hongroise* (F. Fejtö). *A propos de l'article de Broué* (J. D.).
LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE. *Centralisme démocratique et lutte de tendances* (A. Frankin).
PHILOSOPHIE MARXISTE ? *Y a-t-il une philosophie marxiste* (K. Axelos). *Remarques sur l'article d'Axelos* (R. Misrahi). *Sur les remarques de Misrahi* (K. A.). *L'au-delà philosophique de Marx* (E. M.). *Vers la pensée planétaire* (K. A.).

NOTE SUR L'HISTOIRE DES CONSEILS OUVRIERS

Les jeunes camarades se sont intéressés à l'action des Conseils ouvriers dans les événements de Pologne et de Hongrie depuis octobre 1956, et depuis quelques années en Yougoslavie. Mais pourquoi s'imaginent-ils que l'apparition de tels Conseils est un fait absolument nouveau ? Et pourquoi font-ils souvent à leur sujet de la métaphysique au lieu d'étudier avec soin leur rôle, les *transformations* de leurs fonctions, les résultats de leur activité, etc... ?

Ce n'est pas l'*apparition* récente de ces Conseils qui est un fait surprenant. C'est leur *disparition* depuis plus de 30 ans qui est le fait historique important. Ils avaient vu le jour dans toute l'Europe dès 1917. Puis, ils ont disparu peu à peu, absorbés par les mécanismes de la démocratie bourgeoise dans l'industrie, éliminés par le fascisme qui y avait substitué des « corporations », ou réduits à l'état de squelettes par le régime stalinien en U.R.S.S.

Tout examen *sérieux* du mouvement des Conseils en Hongrie et en Pologne doit être accompagné d'une étude de l'histoire de mouvements semblables dans le passé. C'est ainsi que les militants du mouvement socialiste et ouvrier éviteront de tomber dans des phrases ou de la « philosophie » naïve. Il suffit pour cela de remonter en arrière, et d'étudier de près les formes et l'action des conseils ouvriers (et paysans et soldats), d'abord en Europe. Il faut aussi connaître les positions adoptées à leur sujet par les meilleurs guides du prolétariat, et les points de vue souvent divergents qui se sont fait jour. J'en citerai ici quelques exemples.

Les « Conseils », les Soviets, ont été en Russie des organes de pouvoir dès 1917. Toute l'action de Lénine et de Trotsky est fondée sur ces conseils, pour lesquels ils réclament *tout le pouvoir*, politique, économique, social, militaire. Dès 1918-1919, les bolcheviks constatent que les Conseils de délégués, élus sur le lieu de travail ou de l'activité (usines, quartiers, villages, unités militaires) se répandent en Europe occidentale (Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie ; il y en eut en Alsace-Lorraine en 1918, aus-

sitôt étouffés par Clemenceau, et en Angleterre, les *Shop-Steward Committees*). Ces conseils ne sont ni des syndicats, ni des « parlements ». Leurs tâches débordent largement la gestion économique. Ce sont avant tout des organes de lutte, qui combinent un programme social et politique, qui tendent à établir une « dualité de pouvoir » sur le lieu du travail et d'activité immédiate. En Hongrie, la première révolution communiste (1919) s'appuie sur eux, de même qu'en Bavière. En Italie, en 1919 et 1920, dans le Nord et dans le Sud, les Conseils ouvriers luttent pour contrôler l'activité économique et sociale. Les premier et deuxième Congrès de l'Internationale Communiste (1919 et 1920) élaborent des résolutions où sont précisés les rôles des conseils ouvriers et Comités d'usines par rapport aux syndicats et aux partis. En U.R.S.S., les Conseils (Soviets) devenus organes constitutionnels de pouvoir, cherchent une forme convenable de contrôle ouvrier et de gestion socialiste de la production (sur ce point, cf. L'étude de *D. Limon*, « Lénine et le contrôle ouvrier », *Revue Internationale*, Avril et Mai 1946). En Allemagne, la social-démocratie et les syndicats s'efforcent d'intégrer les *betriebsräte* dans le mécanisme « paritaire » bourgeois. De 1921 jusqu'à 1956, le seul épisode important est celui de l'Espagne, en 1936 et 1937, surtout en Catalogne (voir les *Décrets sur la collectivisation et le contrôle de l'industrie et du commerce*, Octobre 1936, publiés en volume par le Conseil Economique de la Généralité de Catalogne ; les Cahiers de *Terre Libre* : « Catalogne 1936-1937 », de Mars 1937 et « Où va l'Espagne », d'octobre 1937) ; ce fut la première expérience d'une confrontation pratique des conceptions anarchistes et socialistes. En 1920, la question fut discutée sous certains aspects par Lénine dans la *Maladie Infantile du Communisme* (et il faut aussi se reporter à la réponse de H. Gorter à cet écrit, *Réponse à Lénine*, Paris, 1930).

Le développement des « Commissions internes » et des conseils d'entreprises en Italie en 1919 et 1920 a suscité une discussion de première importance. La position de *Ordine Nuovo* est reproduite dans le vol. 9 des écrits de Gramsci (*L'Ordine Nuovo*, Turin, 1954, p. 1 à 200, « I consigli di fabbrica e lo stato della classe operaia »). Bordiga considérait cette position comme plus « proudhonienne » que « soviétique ». (Les articles de Bordiga parus dans *Il Soviet* n'ont pas été réunis.) Dans l'ouvrage de *F. Magri, Controllo Operaio e Consigli d'Azienda in Italia e all' estero : 1916-1947*, on trouve réunis de nombreux documents qui permettent d'étudier cette discussion. Pour la révolution hongroise de 1919, la question est traitée dans le livre de Varga, *La dictature du prolétariat* (*Problèmes Economiques*), Paris, 1922. Dans le livre du libéral Roger Picard, *Le Contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises*, Paris, 1922, se trouvent aussi de nombreuses informations sur le mouvement des Conseils ouvriers en Europe après 1918, en particulier les programmes français des Comités Syndicalistes Révolutionnaires (dans la C.G.T., puis la C.G.T.U.) précisant les fonctions « gestionnaires » des Conseils d'usine. Il faut remarquer que dans ces projets, les syndicats conservent un pouvoir de choix décisif, tout comme pour la désignation actuelle des délégués d'entreprise.

Mais le mouvement des Soviets, des Conseils d'usine, des Comités des délégués d'entreprise, etc... qui s'est généralisé après 1918, puis fut ensuite endigué, canalisé, et plus tard quelque peu « institutionnalisé » sous une forme adoucie (en U.R.S.S. son élimination fut liée à une transformation de l'économie, de l'Etat et du parti d'Etat) avait un précédent, celui du premier Soviet de St-Pétersbourg en 1905, constitué sur l'initiative de militants social-démocrates par les délégués d'entreprises et de quartiers. La signification du « Soviet » fut appréciée de façon assez différente dans le mouvement ouvrier russe. Il suffit de se reporter aux écrits de Lénine pour 1905 et au livre de Trotsky, *1905* (Paris, 1923). Rosa Luxembourg, dans sa longue brochure sur la révolution de 1905, *Grève générale, parti et syndicats*, ne mentionne pas le soviet ; le titre de la brochure montre que ce premier « conseil ouvrier » n'était pas à ses yeux une forme spécifique d'organisation et de lutte.

Bien entendu, le Soviet de Pétersbourg a eu lui-même des précédents, mais c'est en Russie en 1905 que le Conseil ou Comité formé de délégués sur une base locale et du travail est apparu pour la première fois sous sa forme moderne, liée au développement de la grande industrie, des chemins

de fer, etc... Les Conseils ou Soviets ont présenté les tendances les plus variées, et parfois contradictoires, en deux sens : 1. dans leurs rapports avec les autres organisations ouvrières et paysannes, partis, syndicats, associations et coopératives de diverses sortes. 2. Dans les fonctions variables qu'ils s'attribuaient. Il y eut chez eux des courants jacobins, bolcheviks, qui tendaient à faire prédominer, sous l'influence du parti, leur rôle d'organe politique du pouvoir indépendant. Les courants socialistes modérés, ou même petits bourgeois, y voyaient plutôt des organes « correctifs », un contrepoids aux organes politiques bourgeois, les instruments d'un contrôle, qui aurait combiné les formes traditionnelles du parlementarisme et la représentation directe sur le lieu de travail. Des courants à tendance assez proudhonienne y voyaient les instruments de la « gestion directe » de l'économie, et pas seulement du « contrôle » des ouvriers sur l'entreprise et l'économie. Il serait intéressant et utile de publier aujourd'hui un recueil des polémiques et des documents relatifs au rôle des Soviets et Conseils ouvriers surtout depuis 1918. Aujourd'hui, c'est plus urgent, d'un intérêt immédiat plus grand, que l'étude des formes de la Commune de 1871, par exemple.

Ce qu'il y a de vraiment nouveau dans le mouvement des Conseils ouvriers en Pologne et en Hongrie depuis l'année dernière, ce n'est pas leur forme. En fait, il s'agit d'une renaissance. Mais une renaissance dans les conditions inconnues jusqu'à présent, à savoir dans une industrie d'Etat, nationalisée. De plus, ces conseils ouvriers (d'usine) ont lutté de pair avec des Conseils de quartiers et de villages. Il est indiscutable que leur programme économique et social immédiat était et reste un programme de réforme, antibureaucratique, qui exigeait la restitution aux travailleurs groupés dans leurs entreprises de maints droits d'intervention et de contrôle dont ils étaient — et restent — privés par la bureaucratie de l'Etat et du parti communiste. Mais cette réforme de l'économie socialiste s'est révélée impossible sans une lutte pour le *pouvoir*, c'est-à-dire politique. La revendication du contrôle ouvrier, de la participation ouvrière plus étroite à la marche de l'économie (au point de vue de la distribution et de la circulation des produits tout autant qu'à celui de la production) ébranle les principes sur lesquels la bureaucratie établit son pouvoir. Elle entraîne donc une lutte politique. Les formules d'action des Conseils et Comités ouvriers en Pologne et en Yougoslavie sont inséparables de modifications dans la forme de l'exercice du pouvoir politique. Les faits montrent que l'action menée il y a 30 ans dans les pays bourgeois et capitalistes pour dresser les Conseils ouvriers sur le lieu du travail se reproduit dans les conditions de l'étatisation socialiste. C'est la meilleure preuve que dans les « démocraties populaires » les rapports socialistes ne sont pas développés, qu'il n'en existe que quelques prémisses. En U.R.S.S., ces rapports se sont dégradés en même temps que l'appareil de production se développait dans des proportions considérables ; il est certain que les conseils ouvriers y ont le plus grand avenir après avoir joué un rôle essentiel dans le passé, il y a 40 ans.

La nouvelle expérience des Conseils ouvriers de diverses sortes dans les Etats socialistes influera aussi sur l'occident. Aujourd'hui, les travailleurs de toutes catégories sont engagés dans un appareil et des modes de production qui diffèrent beaucoup de ceux qui dominaient en 1918 en Europe et en Amérique du Nord. L'expérience du passé, aussi riche soit-elle, ne peut donc donner une réponse à toutes les nouvelles questions qui se posent. On peut même dire que les conditions de travail dans les grandes usines métallurgiques en U.R.S.S., en Pologne et en Hongrie, par exemple, ressemblent plus à celles d'usines similaires en France, que ces usines françaises d'aujourd'hui ne ressemblent aux usines françaises de 1918. Un mouvement unifié est donc prévisible dans l'avenir, par dessus le « rideau de fer ». L'étude approfondie et comparée de l'action des Conseils ouvriers, existants ou à créer, doit jouer un rôle important dans cette unification.

On peut dire que des « Conseils ouvriers » existent presque toujours à l'état *latent* dans les entreprises de tous genres. Quelquefois, ils s'activent sous forme embryonnaire pendant une courte période, comme « comités de grève ». D'autres fois, ils se greffent sur les organisations existantes à l'occasion de délégations revendicatives ou politiques. Il arrive qu'ils se forment en vue de discussions avec les patrons ou les représentants de l'Etat en marge des

syndicats ou des partis. Enfin, ils existent en puissance même dans les Comités d'Entreprises ou d'Etablissements légaux dont les compétences sont limitées, mais qui peuvent revendiquer des tâches plus larges que celles qu'ils assument présentement. Ces formes « larvaires » que peuvent prendre les Conseils ou Comités ouvriers, groupant en général des travailleurs appartenant à différents courants politiques, dépendent de multiples conditions. Mais la principale, c'est que les organisations politiques, syndicales ou coopératives existantes ne correspondent plus aux exigences des luttes du moment. Cette condition ne se présente pas n'importe quand. Il peut se faire que l'activité des Syndicats de masse ou des partis politiques répondent aux nécessités de l'action. Car les Conseils ouvriers ne sont pas et n'ont jamais été des organismes « uniques », « irremplaçables », totalement différents des autres formes d'organisation des travailleurs. Au contraire, il existe des rapports mouvants, une parenté, des différences en même temps que des ressemblances, entre ces différentes formes. Seules, les conditions de l'action montreront lesquelles sont préférables. On ne peut remplacer l'étude de ces conditions par une philosophie abstraite, une théorie pure des Conseils ouvriers. Et ces conditions plongent leurs racines dans les conditions pratiques, réelles, de l'industrie — bien différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient il y a 30 ans. Ce sont les conditions de structure. Les principales d'entre elles sont les formes nouvelles de la rémunération salariée, la transformation de certaines industries-clé de *blocs* en *réseaux*, les modifications dans la durée du travail (2 et 3 × 8). Quant aux conditions politiques, au sens large, elles concernent le programme, les objectifs généraux de l'action, c'est-à-dire en définitive une conception du socialisme adaptée aux formes monopolistes nouvelles de l'économie.

PIERRE NAVILLE.

GRAMSCI ET « L'ORDINE NUOVO »

Dans le premier des trois volumes qui réunirent les articles et les essais de Gramsci de 1919 jusqu'à son arrestation (8 novembre 1926) se trouvent les écrits parus dans l'édition piémontaise de l' « Avanti ! » et l'hebdomadaire « *Ordine Nuovo* » (ce journal ne devient quotidien qu'à partir du 1er janvier 1921) dans la période 1919-1920.

L'histoire d' « *Ordine Nuovo* » est l'histoire d'une fraction du Parti Socialiste italien, fraction créée par un petit groupe, dont Gramsci, Togliatti, Terracini, Tasca, avec des objectifs au début assez incertains et divergents. Les premiers numéros, à partir du 1er mai 1919, avaient un caractère anthologique et général, jusqu'à une âpre polémique Gramsci-Tasca qui se résolut par un « coup d'état rédactionnel » de Gramsci et Togliatti, appuyés par Terracini, qui précisait le caractère de la publication et la déterminait politiquement comme l'instrument de transformation des Commissions Internes (créées en 1916, pendant la guerre) en Conseils ouvriers, première institution révolutionnaire pour la construction de l'Etat ouvrier.

L'idée et l'expérience des Conseils nées, comme on le sait, de la Commune de Paris, réaffirmées par la victoire des Soviets dans la Révolution d'Octobre parviennent alors, avec toute leur force de renouvellement, à s'enraciner dans le prolétariat avancé de Turin qui avait eu, en août 1917, en connexion avec la révolution soviétique, sa petite Commune étouffée dans le sang (500 morts, 2.000 blessés, nombreuses arrestations et déportations).

Il fallait donner à ce prolétariat ardent et hardi, mais encore lié à des formes d'organisation syndicale et politique rétrogrades et mal adaptées à la situation, une structure correspondant à ses possibilités réelles.

En présence de la grande confusion idéologique et de la politique incertaine et contradictoire des différents syndicats et partis socialistes, l'*Ordine Nuovo* se pose toute une série de problèmes d'organisation sur des bases tout à fait nouvelles et il propose une articulation différente des rapports entre Parti et Syndicat, entre action ouvrière et action politique-stratégique, en libérant les diverses institutions de classe de leur provincialisme traditionnel et en les organisant dans l'ensemble plus vaste du mouvement ouvrier mondial selon les perspectives de la construction de la société prolétarienne.

La première distinction opérée par *Ordine Nuovo* réside dans la différenciation entre organisme syndical et organisme révolutionnaire. On découvre que le premier « a un but que l'on peut dire commercial et consiste à valoriser, dans un marché bourgeois, le travail d'une catégorie, en vue de le vendre à un prix plus élevé », tandis que le second a une nature bien différente : « son objectif potentiel est de préparer hommes, organismes et idées, par un travail prérévolutionnaire de perpétuel contrôle, à se substituer à l'autorité patronale dans l'entreprise, à discipliner d'une façon nouvelle la vie sociale. Tandis que les syndicats expriment le côté contingent des rapports de concurrence entre travailleurs et capitalistes dans une société libérale, les organismes spécifiques du prolétariat, engagés dans la production industrielle et agricole, constituent le contenu particulier du mouvement ouvrier, *en dehors* des lois qui soutiennent les structures capitalistes. Ces organismes trouvent leur réalisation de fait dans les « Conseils ouvriers » qui « incarnent » le pouvoir des travailleurs organisés, en opposition avec l'autorité patronale ; ils « incarnent socialement l'action de tout le prolétariat uni dans la lutte pour la conquête du pouvoir public et pour la suppression de la propriété privée ». Les « Conseils ouvriers » sont donc d'authentiques organismes révolutionnaires : d'un côté, instruments de la lutte de classe, de l'autre, instruments d'anticipation destinés à régir la production et, par conséquent, la société par delà le monde bourgeois. Il en résulte que les organismes révolutionnaires ne sont pas de simples moyens de provoquer le point de rupture, mais sont déjà des instruments organiques du résultat, c'est-à-dire eux-mêmes résultats, moments de son déroulement historique et concret. La fin ne justifie pas les moyens, elle se construit en eux-mêmes. La révolution n'est pas un saut dans la lumière, mais une route péniblement éclairée par celui qui la parcourt.

C'est pourquoi les Conseils doivent avoir une structure organisative tout à fait différente de celle qui sert de base à l'Etat bourgeois. « La démocratie ouvrière ne se base pas sur le numéro et sur la conception bourgeoise du citoyen, elle se base sur les fonctions de travail, sur l'ordre que la classe travailleuse assume naturellement dans le procès de production industrielle, professionnelle, et dans les fabriques. »

Sur le fond des Conseils ouvriers apparaît la préfiguration de la nouvelle société des travailleurs : « Les commissaires d'usines sont les seuls et les vrais représentants sociaux (économiques et politiques) de la classe ouvrière, parce qu'élus au suffrage universel par tous les travailleurs sur le lieu même de travail. Aux différents degrés de leur hiérarchie, les commissaires représentent l'union de tous les travailleurs telle qu'elle se réalise dans les organismes de production (équipe de travail, département, usine, union des usines d'une industrie, union des établissements d'une ville, union des organismes de production de l'industrie mécanique et agricole d'un district, d'une province, d'une région, de la nation, du monde) dont les Conseils et le système des Conseils représentent le pouvoir et la direction sociale. » (« Le programme des commissaires du peuple », p. 193-194).

Il reste à définir dans cette édification extrêmement rigoureuse quelle sera la position et la fonction des partis politiques. Selon l'idéologie d'*Ordine Nuovo*, le parti, comme d'ailleurs le syndicat, relève des formes traditionnelles du régime concurrenciel bourgeois, en acceptant de ces dernières les modes de représentation et le fonctionnement sur le plan parlementaire. Seuls, les Conseils ouvriers sont les institutions spécifiques de la classe travailleuse.

Pour cette raison, l'adhésion aux partis, même d'opposition, n'est ni indispensable ni recommandable pour les travailleurs ; il s'agit là d'un contrat que l'on peut passer et casser quand on le croit opportun. La seule exception est constituée par les « groupes communistes » à l'intérieur du parti socialiste qui formeront plus tard le Parti Communiste Italien après la scission de Livourne le 21 janvier 1921.

En effet, le Parti Communiste, en reniant « ses origines démocratiques et parlementaires », se pose comme instrument de la classe ouvrière par delà le régime de concurrence, il devient centre de rassemblement d'élites, lieu d'élaboration et de renouvellement critique des formes d'organisation du mouvement révolutionnaire. idéologie concrète, point d'union entre société politique et société civile. « Le parti commu-

niste est l'instrument et la forme historique du processus de libération intérieure grâce auquel les ouvriers, d'*exécuteurs*, deviennent *initiateurs*, de *masse*, deviennent *chefs et guides*, de bras, se transforment en cerveaux et volontés. » (p. 57).

En bref, un parti révolutionnaire ne peut subsister dans la conception d'*Ordinc Nuovo* que comme terme de passage vers une prise de conscience, comme église laïque de formation morale, « école de la vie de l'état », ainsi que l'écrira plus tard Gramsci dans les « Quaderni dal carcere » ; démiurge parmi les formes existantes et toujours nouvelles que la société ouvrière ira élaborant dans les Conseils d'ouvriers et de paysans, selon les lignes d'un programme qui « ne doit et ne devra jamais être définitif » (p. 123).

Et la médiation du parti est nécessaire, précisément parce que les Conseils ne sont pas le produit d'une évolution linéaire des formes organisatives de la classe ouvrière. Le prolétariat arrive à eux par une rupture, par un effort énorme de volonté, de construction de soi-même en tant qu'élément autonome visant à l'autogouvernement. Les Conseils naissent au travers d'une réflexion idéologique, culturelle, historique, ils reprennent les thèmes les plus avancés, puis étouffés, de l'invention révolutionnaire, acquis au cours de la lutte émancipatrice, et ils reproposent ces thèmes à travers une réélaboration opérée par ces groupes intellectuels plus avancés que le mouvement ouvrier forme et produit dans le déroulement de la vie de parti. Mais le parti doit demeurer un élément formatif et solliciteur et ne doit pas peser comme un « tuteur » sur les formes nouvelles, authentiquement ouvrières, que lui-même contribue à créer. Elles auront leur vie, leur responsabilité, leur expression et leur développement dans le mode d'exister propre à la société prolétarienne.

C'est dans cette perspective que réside « l'originalité des Conseils ouvriers, seule institution prolétarienne qui, là où n'existent que les rapports économiques d'exploiteur à exploité, d'oppresseur et opprimé, représentent l'effort continuel de libération que la classe ouvrière accomplit par elle-même, par ses moyens et ses systèmes propres, en vue de fins qui doivent lui être spécifiques, sans intermédiaires, sans délégation du pouvoir à des fonctionnaires et à des politiciens de carrière » (p. 141).

« Voici pourquoi nous disons que la naissance des Conseils ouvriers représente un événement historique grandiose, représente le commencement d'une nouvelle ère dans l'histoire du genre humain » (p. 125). Les rapports qui lient cette vision révolutionnaire d'*Ordine Nuovo* à la tradition marxiste antérieure sont complexes et divers. A l'idée du dépérissement de l'état coïncidant avec la libération de l'homme à travers les conquêtes révolutionnaires et une dictature de transition, Gramsci adjoint la nécessité de construire par avance les organismes qui garantiront le futur fonctionnement social et l'urgence de préparer les éléments d'une hégémonie organique, qui ne soit pas uniquement basée sur la force, pour la prise du pouvoir.

Les Conseils doivent constituer la somme des efforts organisés, le lieu du progrès contrôlé et de l'invention contrôlée, le centre de création d'un nouveau rapport d'union entre les hommes.

Dans cette conception des Conseils comme construction de civilisation réside peut-être l'aspect le plus moderne, le moins spontané et le plus attentivement calculé et médité, de la conception marxiste du saut dialectique, du passage révolutionnaire. Il est certain, en effet, que dans une organisation moderne, les avantages de l'élément planificateur ne peuvent plus être négligés à la faveur d'une décentralisation générale de principe. Le grand problème qui se pose au mouvement ouvrier contemporain est justement celui d'absorber dans une démocratie organique, directement représentative par le bas, l'instrument technique de la planification.

Gramsci a toujours présent ce problème et il le développe selon l'aspect productiviste. Cette attention particulière, dictée par la conception et par la situation économique du temps, incline sa conception sociale vers une nette tendance productiviste.

Le courant démocratique, chez Gramsci, remonte, en effet, du lieu de travail à travers les ateliers, les fabriques ou les fermes, les unions de fabriques ou de fermes, jusqu'à l'Etat-atelier et à l'Etat-ferme. Mais si l'Etat des Conseils ouvriers et paysans

annoncé par *Ordine Nuovo* avait pu se réaliser en restant rigoureusement fidèle à ses principes de démocratie, il se serait trouvé devant l'alternative dramatique, soit d'instaurer une dictature de la production, soit d'affronter le problème de la démocratie de la planification dans son ensemble : soit au stade de la production, soit au stade de la distribution. L'équation de la mesure et de la spécification de la production est indéterminée. Sa définition n'est possible qu'en introduisant le terme, calculé démocratiquement, de la consommation. A l'époque industrielle contemporaine, à côté de l'oppression de l'homme comme travailleur, s'est clairement profilée l'oppression de l'homme comme consommateur.

Il conviendrait aujourd'hui de prolonger les vues de l'*Ordine Nuovo* en posant le problème d'une démocratie de la distribution à côté d'une démocratie de la production. L'extinction réelle de l'Etat bourgeois est liée, par delà la fin de l'exploitation de la propriété privée, à la naissance d'une démocratie de la consommation, représentée par le bas et contrôlée directement par le bas.

Le fait que l'articulation de ces perspectives soit seulement esquissée chez Gramsci, ne diminue pas, à notre avis, la valeur essentielle de son orientation tout à fait moderne qui encadre le développement du processus révolutionnaire dans des formes toujours saisies sous leur aspect organisateur, des formes toujours construites, sans jamais s'en remettre à des issues utopiquement libératrices ou naïvement spontanées et automatiques.

De plus, la conception massive de l'Etat producteur, envisagée par *Ordine Nuovo*, s'allège et s'ouvre avec l'attribution à l'Etat de dimensions hégémoniques au sens le plus universel ; l'Etat est l'élément civilisateur de tous les aspects sociaux et humains (scientifiques, techniques, opératifs et aussi esthétiques, spéculatifs, de consommation). On peut donc conclure en faveur de l'actualité des conceptions d'*Ordine Nuovo* : à cause, précisément, de sa tension vers une société qui, même lorsqu'elle se pose d'une façon rigoureusement démocratique, tient compte des exigences de planification de l'époque moderne et les affronte directement comme un problème technique au lieu de s'en remettre à une finalité abstraite.

L'objection selon laquelle une structuration toujours plus politique s'est développée dans l'histoire du mouvement ouvrier après l'expérience d'*Ordine Nuovo* ne nous dispense pas d'examiner comment ce développement a pu provoquer cette faille profonde (entre organismes stratégiques généraux et organismes stratégiques du mouvement ouvrier), que la conception des Conseils s'était efforcée de combler en remontant de la base.

Et si aujourd'hui nous pouvons considérer comme une grande conquête que le mouvement ouvrier ait débouché du plan local et provincial sur les grands horizons de la haute politique et les liaisons internationales vécues jour par jour, néanmoins en reprenant l'examen d'*Ordine Nuovo* nous avons l'impression d'un appauvrissement dans le domaine des problèmes relatifs aux structures organisatrices du mouvement ouvrier sous ses aspects intérieurs. Les problèmes de la liaison entre organismes stratégiques et organismes spécifiques du prolétariat, de la représentation directe, de la connexion entre instruments syndicaux et instruments politiques, entre organismes parlementaires et organismes de classe, ne nous semblent pas près d'aboutir à une synthèse originale. Devant la nécessité urgente, pour les mouvements ouvriers occidentaux de reconstituer l'unité perdue de la classe, l'idée des Conseils, que le stalinisme avait pour des raisons évidentes étouffée, pourrait être reprise en termes modernes. Si l'unification du mouvement socialiste ne peut être accomplie d'une façon simpliste par des accords diplomatiques au sommet, et exige un travail à la base, les Conseils suggèrent la perspective de la création d'organismes de base qui seraient une expression concrète de l'unité à venir.

Outre sa situation historique particulière, la méthode d'*Ordine Nuovo* nous paraît extrêmement stimulante pour une nouvelle élaboration théorique, pour une reméditation comparative, pour un engagement pratique dans la voie majeure.

Les vicissitudes d'*Ordine Nuovo* dans la période 1919-1920 sont connues et il suffira d'en résumer ici les lignes essentielles. Les ouvriers de Turin suivirent l'idée de Gramsci. Ils s'unirent dans toutes les grandes usines de la ville pour constituer les Conseils. Un vaste mouvement issu de

la base parvint, en peu de mois, à constituer un ensemble de conseils dans toutes les usines de Turin. En l'espace d'une année, plus de 150.000 ouvriers furent organisés dans les Conseils.

Les socialistes réformistes furent immédiatement — comme toujours par la suite — contre l'*Ordine Nuovo* en l'accusant de volontarisme, d'idéalisme, de bergsonisme. L'*Ordine Nuovo* essaya de surmonter l'opposition générale et tenta également de mobiliser les intellectuels socialistes les plus ouverts. « La jeunesse intellectuelle socialiste italienne... est appelée à créer cette œuvre qui est spécifique de son activité historique : idées, mythes, courage de pensée et d'action révolutionnaire pour la fondation de la République italienne des soviets » (*Ordine Nuovo,* « L'Etat italien », 7-2-1920, p. 75-76). Mais, que ce soit la tentative de transférer la politique des conseils sur le plan national ou l'effort de créer, en vue de la soutenir, un puissant courant idéologique, qui ait échoué, toujours est-il que les Conseils restèrent limités à la seule ville de Turin, peu d'intellectuels rallièrent l'*Ordine Nuovo.* Presque isolé du reste de l'Italie et combattu par les syndicats traditionnels, le prolétariat des Conseils entra en grève en avril 1920 et sortit battu. En septembre 1920 un mouvement révolutionnaire plus audacieux fut tenté : les ouvriers métallurgistes occupèrent les usines fermées par les industriels et continuèrent la production en défendant les locaux par les armes.

Gramsci commente : « Ce que les ouvriers ont fait a une importance historique énorme », « Chaque usine est un Etat illégal, est une république prolétarienne qui vit au jour le jour, attendant le développement des événements ». « Puisque ces républiques prolétariennes vivent, elles voient surgir devant elles tous les problèmes concernant un pouvoir autonome et indépendant qui exerce sa souveraineté sur un territoire défini. C'est ici que sont mises à l'épreuve la capacité politique, la capacité d'initiative et de création révolutionnaire de la classe ouvrière » (*Ordine Nuovo,* « Dimanche rouge », 59-1920, p. 164-165).

Désormais, ce n'est plus seulement le prolétariat de Turin qui lutte, mais tout le prolétariat italien. Or, seul, celui de Turin est préparé idéologiquement à ce difficile devoir ; le prolétariat conduit par les réformistes cède. L'occupation des usines aboutira pratiquement à une défaite. Le contrôle des ouvriers sur les industries décrété par Giolitti est une tentative de conciliation entre les classes. La grande occasion est perdue. Dès alors, le mouvement ouvrier italien, ayant atteint le sommet de la courbe, commencera à décliner. En vérité, le groupe d'*Ordine Nuovo* avait été le seul à comprendre pleinement les possibilités révolutionnaires du moment. Il avait préparé les instruments dans l'aire où il pouvait opérer.

Lénine, qui avait compris la situation, essaya d'appuyer l'extension des idées d'*Ordino Nuovo* à tout le Parti Socialiste Italien, selon les propositions de Gramsci lui-même. Le IIe Congrès de la IIIe Internationale imposa officiellement au Parti Socialiste de s'aligner sur *Ordine Nuovo.* A Livourne fut créé le Parti Communiste par des groupes communistes se séparant du Parti socialiste. Mais déjà la dictature fasciste frappait aux portes.

ROBERTO GUIDUCCI.

NOTES SUR *SOCIALISME OU BARBARIE*

(Organisme de critique et d'orientation révolutionnaire, 21 numéros parus, mars 1949-mars 1957.)

Pour analyser historiquement les idées du groupe *Socialisme ou Barbarie,* il faudrait les suivre dans leur genèse réelle, à travers les discussions qui, au sein du P.C.I. ont opposé ce groupe, de 1946 à 1949, à l'orthodoxie trotskiste. De ce point de vue, ces idées apparaissent comme une critique et un dépassement des thèses de la *Révolution Trahie* et du *Staline* de Trotsky sur la structure sociale de l'Union Soviétique (1), puis comme un élargissement de cette révision à l'ensemble du « marxisme-léninisme ». Mais une telle présentation obligerait au rappel fastidieux de polémiques dépassées et souvent byzantines. On trouvera donc ici une analyse dont l'ordre dogmatique ne devra pas dissimuler que les thèses rapportées, loin d'être sorties tout armées du cerveau de quelques théoriciens, ont une histoire insé-

(1) Cf. Claude Lefort : *La contradiction de Trotsky et le problème révolutionnaire, Les Temps Modernes,* n° 39.

parable de celle des groupes et groupuscules où s'éparpille depuis 40 ans l'avant-garde ouvrière.

DE L'IMPERIALISME A LA BUREAUCRATIE.

Les thèses de *Socialisme ou Barbarie* peuvent être considérées, d'un certain point de vue, comme un simple développement de la théorie « classique » de *l'impérialisme.* C'est en effet sous ce terme que Lénine et Rosa Luxembourg ont caractérisé ensemble, à quelques nuances près, les changements intervenus dans les structures du monde moderne depuis l'époque du *Capital,* par la concentration progressive de la production et par l'apparition du rôle économique de l'Etat. On peut dire en ce sens qu'il y a autant de distance du capitalisme actuel à celui qu'étudiait Marx que de celui-ci à l'artisanat médiéval. Mais cette transformation économique a entraîné une conséquence sociale que Lénine n'avait fait qu'entrevoir, et dans laquelle *Socialisme ou Barbarie* croit discerner la caractéristique majeure de notre époque (2) : *la séparation graduelle des fonctions de propriété et des fonctions de direction,* qui se manifeste à travers la naissance d'une nouvelle couche sociale, associée au pouvoir économique et politique dans les pays « capitalistes », et détentrice absolue de celui-ci dans les pays dits « socialistes » (U.R.S.S. et Démocraties Populaires). Ce phénomène de séparation a été bien souvent signalé par les sociologues (3), et l'on connait les conclusions qu'en a tirées Burnham pour le compte de la politique extérieure américaine. Mais on s'est plus rarement avisé des conséquences qu'il pouvait entraîner pour une pensée qui se réclame du matérialisme historique.

On sait que Marx considérait les relations juridiques de propriété comme une superstructure et une mystification des rapports de production. Mais comme les catégories du *pouvoir* et de *l'avoir* lui apparraissaient indissolublement liées en la personne du « patron », (propriétaire-directeur) de l'époque classique, il ne pouvait guère prévoir le divorce grandissant qui devait affecter à l'époque moderne ces deux aspects de la possession réelle, faisant apparaître le second, à son tour, comme une *forme* par rapport au premier. Aujourd'hui l'on peut dire qu'aucune des expressions juridiques de la propriété en usage dans le monde (droit bourgeois ou droit « socialiste ») ne reflète de manière adéquate les rapports de production qu'elles prétendent exprimer. D'un côté, les propriétaires capitalistes partagent la disposition réelle avec l'ensemble des directeurs, ingénieurs, et techniciens exerçant les fonctions de gestion et de commandement ; de l'autre, la classe ouvrière, juridiquement propriétaire des moyens de production, s'en trouve en fait dépossédée au profit d'une véritable *classe* bureaucratique qui dispose de toute l'économie et s'approprie la plus grande part des revenus consommables (4).

Dans une telle situation, la proposition classique selon laquelle le scandale du régime capitaliste est la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de la propriété, devient inopérante pour la classe ouvrière, dont l'accession juridique au statut de propriétaire ne modifie en rien la situation de classe exploitée ; en revanche elle exprime parfaitement les intérêts, conscients ou non, de la bureaucratie, à qui la propriété privée peut apparaître comme une forme désuète et donc comme une entrave à la gestion collective (bureaucratique) de la société.

Ainsi le mot d'ordre traditionnel *d'expropriation* des capitalistes privés a changé de sens, et c'est à travers ce changement qu'on peut comprendre comment le marxisme, moyennant quelques contorsions et amputations complémentaires, a pu devenir l'idéologie d'une nouvelle classe exploiteuse. C'est aussi à travers lui qu'on peut comprendre (mais seulement après coup et sans que personne peut-être s'en soit douté à cette époque) que le programme bolchevik élaboré par Lénine en avril 1917 (pouvoir purement *politique* du prolétariat, gestion technocratique de l'économie avec simple contrôle ouvrier sur la production) ne pouvait mener qu'à une exploitation d'un nouveau type,

(2) Cf. S.B. n° 1, p. 7 à 46.

(3) Cf. *Arguments,* n° 1, p. 30.

4) On ne peut sur ce point que renvoyer au remarquable article de Pierre Chaulieu : *Les rapports de production en Russie,* S.B. n° 2, dont il est impossible de résumer ici la démonstration. Cf. aussi : P. Chaulieu : *L'exploitation des paysans sous le capitalisme bureaucratique,* n° 4 ; P. Chaulieu et G. Dupont : *La bureaucratie yougoslave,* n°s 5-6 ; Hugo Bell : *Le Stalinisme en Allemagne Orientale,* n°s 7 et 8.

selon ce schéma aujourd'hui bien connu : comme l'économie ne supporte, pas plus que l'Etat, la pratique des doubles commandes, les détenteurs réels de la gestion éliminent peu à peu leurs « contrôleurs », puis le pouvoir politique lui-même passe rapidement des mains des ouvriers (soviets) à celles des bureaucrates représentés par les comités du Parti.

Il est une autre façon de rendre compte de l'« échec » soviétique : la Russie de 1917 était un pays arriéré, semi-colonial, où l'accumulation capitaliste restait à faire ; c'est la nécessité de cette accumulation qui a dévié, ou retardé, le cours de la révolution socialiste ; donc ce retard et cette déviation étaient inévitables. Cette interprétation est évidemment juste, mais elle ne rend pas compte de toute la réalité, car elle en reste au plan de l'économie. Or, une économie donnée exige et par conséquent favorise toujours l'apparition de structures sociales correspondantes, et les phénomènes sociaux sont irréversibles. On ne peut pas dire à la fois, comme semble le suggérer Trotsky, que l'accumulation était nécessaire et la bureaucratie aberrante. La bureaucratie était l'organe de l'accumulation et reste celui de l'exploitation. Que l'on aborde l'histoire de l'U.R.S.S. sous l'angle de l'économique ou du social, on retrouve toujours l'illustration du vieux principe marxiste : le socialisme suppose un haut niveau de développement quantitatif (accumulation) et qualificatif (capacités sociales et techniques du prolétariat) des forces productives. Que le système soviétique contribue à l'avènement futur du socialisme en développant la production, en arrachant d'immenses populations à leur crasse féodale, en faisant l'éducation technique d'un prolétariat sans cesse grandissant, c'est une évidence. Mais n'est-ce pas précisément ce que Marx disait du capitalisme ?

On touche ici à une question très actuelle et qui est en passe de devenir le problème idéologique central de la gauche française : celui des pays « sous-développés ». Que la révolution anti-impérialiste et l'éveil des peuples sud-américains, africains ou asiatiques à la production moderne soit un facteur de progrès, cela ne fait pas question. Mais que ce passage emprunte la « voie » du socialisme c'est une idée plus hasardeuse. Le rapprochement esquissé depuis Bandoeng avec l'U.R.S.S. n'en est évidemment pas une preuve. Les tendances d'un Nasser ou d'un Nehru à encourager la planification non plus, ou il faudra qualifier le New Deal Rooseveltien d'expérience socialiste. En vérité, les tâches économiques qui se posent à l'ensemble des pays sous-développés, dans la mesure où ils veulent réaliser l'indépendance relative indispensable à leur industrialisation, sont précisément, comme pour la Russie de 1917, celles d'une accumulation accélérée, puisque la concurrence des pays modernes sur le marché mondial leur impose de rattraper le retard, c'est-à-dire de faire en 50 ans ce que l'Europe a fait en quelques siècles. Accumulation accélérée signifie exploitation forcée du travail, donc des travailleurs, ce qui exclut pour longtemps la perspective du socialisme. En revanche, l'absence ou l'insuffisance de réserves de capitaux privés exige une intervention économique de l'Etat qui peut seul réunir rapidement, par l'impôt ou l'emprunt à l'étranger, les fonds nécessaires aux premiers investissements : bref les pays sous-développés sont voués pour l'instant non au socialisme mais, sous quelque variante que ce soit, à l'étatisation de l'économie, c'est-à-dire à la forme la plus brutale de l'exploitation. Cette constatation n'enlève rien au caractère positif du mouvement colonial, ni à sa solidarité de fait et de droit avec le mouvement ouvrier. Mais elle montre l'absurdité d'un syllogisme assez répandu, qui est le suivant : la révolution russe n'a pas créé le socialisme ; or, c'est une révolution coloniale ; donc toute révolution coloniale doit créer le socialisme. Il semble que ces idées prennent leur source dans l'usage immodéré fait par le stalinime et le trotskisme de la notion de « phase transitoire ». Pour Marx la phase transitoire (vers le communisme) était le socialisme. Aujourd'hui l'on parle beaucoup d'une phase transitoire *vers le socialisme*. Mais on oublie que cette « transition », qui chez nous dure depuis des siècles, n'est rien d'autre, sous une forme ou sous une autre, que le capitalisme lui-même.

BUREAUCRATIE ET SOCIALISME.

La gestion bureaucratique, sous ses formes diverses (c'est-à-dire essentiellement : avec ou sans élimination du capitalisme pri-

vé), et bien entendu rivales, apparaît donc comme la caractéristique universelle du monde contemporain, et, comme le prévoyait Rosa Luxembourg, elle exprime la vérité de toute l'exploitation moderne. Par rapport à ce système abstrait et « rationalisé », le stade patronal étudié par Marx nous semble archaïque et fortement oblitéré, avec son rapport contractuel direct entre patron et ouvrier, de survivances féodales. La bureaucratie répond à l'exigence fondamentale de la production moderne : l'organisation consciente ou « planification ». Mais toute sa dialectique — et avec elle le mouvement de l'histoire — tient à ce qu'elle y répond *mal*. Elle est bien la « forme » de la production moderne ; mais elle en est la forme *aliénée*.

En effet, s'il est vrai que la tâche de la bureaucratie, que ce soit en régime « capitaliste » ou « stalinien », est d'organiser l'économie, il est aussi vrai qu'elle en est à longue échéance, techniquement et socialement incapable. Techniquement, parce qu'elle ne participe pas à l'élaboration réelle de cette économie, c'est-à-dire au travail productif qui est l'œuvre des seuls ouvriers. Socialement, parce que la « division » entre exécutants et dirigeants devient vite un antagonisme et que dès lors la planification se heurte à l'hostilité, déclarée ou non, des producteurs. Socialement encore, parce que toute bureaucratie, et spécialement la bureaucratie « stalinienne », est une hiérarchie, et qu'un conflit s'instaure à chacun de ses échelons entre la tâche technique, qui est de diriger l'économie réelle, et l'obligation administrative, qui est de respecter un plan idéal (5). On connaît bien aujourd'hui grâce aux témoignages polonais par exemple, la forme aiguë prise par ces contradictions dans les pays de l'Est (6). On peut trouver dans les ouvrages de Georges Friedmann l'écho de phénomènes parallèles en Occident (7). A vrai dire, une société d'exploitation ne peut en aucune manière rationaliser l'économie : ce qui est irrationnel, c'est l'exploitation elle-même, et tous les essais de « rationalisation » ne peuvent aboutir qu'à « rationaliser » l'exploitation, c'est-à-dire à renforcer la part de l'irrationnel. La seule issue est dans la suppression de l'exploitation : dans le socialisme, *c'est-à-dire la gestion ouvrière*. Ce que Lénine exprimait déjà dans cette formule (citée dans *S ou B.* N° 1 p. 44) : *Seules les masses peuvent vraiment planifier, car seules elles sont partout à la fois*. La question n'est donc pas, pour les rédacteurs de la revue, si une gestion ouvrière est possible, mais combien de temps encore pourra durer une gestion non ouvrière, à longue échéance impossible. S'il est vrai que les capacités du prolétariat à une coordination au sommet font problème, il est non moins vrai que seul le prolétariat possède, de par sa pratique et son expérience du travail collectif, la capacité à organiser la base même de la production, capacité sans laquelle il n'est pas de planification possible (8). L'organisation du travail sera l'œuvre des travailleurs ou ne sera pas. On comprend à ce niveau la signification profonde de l'alternative : socialisme ou barbarie.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

Dans une telle perspective, la révolution prolétarienne ne peut plus être, comme dans

---

(5) Cf. P. Chaulieu : *La révolution prolétarienne contre la bureaucratie*, S.B. n° 20.

(6) Cf. *Les Temps Modernes*, février-mars 1957, passim, et particulièrement : Albin Kania et Ryszard Konicze ; *Le prix du Plan*. On trouve aussi des détails saisissants dans le fameux discours Gomulka, et dans le rapport officiel de Khrouchtchev au XXe Congrès. Cf. Cl. Lefort : *Le totalitarisme sans Staline*, S.B. n° 19.

(7) Cf. aussi, S.B. n° 18, p. 124, un texte extrait de la *Tribune Ouvrière* de chez Renault, et intitulé : *Il faut se débrouiller*. On y lit par exemple ceci sous la plume d'un ouvrier : « *L'organisation de l'usine est faite de telle façon que les services de contrôle et les services de chronométrage s'ignorent les uns les autres... Chacun dans sa matière exige, l'un précision, l'autre vitesse. Si vous ajoutez à ce tableau un troisième personnage, la « maîtrise », qui veut que l'ouvrier soit collé à sa machine comme une mouche à son excrément, la situation devient infernale* ».

(8) Cf. ibid. : « *La seule possibilité de fonctionnement de l'usine est liée à ce que l'ouvrier a justement cette supériorité sur la machine, c'est qu'il réfléchit et qu'il fait son travail non pas comme chacun des services voudrait qu'il le fît, mais selon les possibilités réelles. Quand on dit à l'ouvrier de se débrouiller, c'est qu'on considère qu'il est un homme qui réfléchit et qui peut faire cadrer même des choses impossibles. Le malheur, c'est qu'on le considère comme un homme seulement lorsqu'il faut pallier toute l'absurdité du système.* »

le schéma classique (prise du pouvoir, expropriation), un simple *acte politique :* elle exige de la classe ouvrière une prise de conscience de sa capacité à la direction *totale* de la société. Elle *consiste* aussi en cette prise de conscience et à ce titre, loin d'être, comme on le dit souvent, ajournée, elle se fait à chaque instant sous nos yeux : car elle ne se réduit pas à l'action violente qui l'achève ou qui tente de l'achever, elle est une *expérience* (9) dont chaque moment, succès ou défaite, compte et s'inscrit dans un progrès (10). L'un des moments décisifs de ce progrès est la perception du caractère *autonome* du mouvement ouvrier. En effet la classe ne peut pas plus, sans créer l'instrument d'une nouvelle exploitation, se dessaisir de ses tâches révolutionnaires au profit d'individus (révolutionnaires professionnels) ou d'organisations spécialisées dans la direction politique, qu'elle ne peut, « après » la révolution, se décharger de ses responsabilités sociales. La critique du programme bolchevik implique (et réciproquement) celle de la théorie léniniste du Parti. Lénine lui-même soulignait l'interdépendance des problèmes en justifiant sa conception du Parti (centralisme, discipline de fer, fonction de commandement) par l'incapacité du prolétariat à proposer et accomplir par lui-même le socialisme : *L'histoire de tous les pays atteste que, livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unionniste... Quant à la doctrine socialiste ; elle est née des théories philosophiques, historiques. économiques élaborées par les intellectuels* (11). L'histoire a fait à son tour justice de cette justification proprement *idéologique* (12) en montrant à propos de Lénine lui-même que la « conscience socialiste » des intellectuels en général et du marxisme en particulier dépend étroitement de celle du prolétariat et ne peut guère s'élever au-dessus d'elle : ainsi le programme et la théorie léniniste du Parti ne faisaient que traduire un moment, aujourd'hui dépassé, de l'expérience prolétarienne.

On peut en effet résumer l'histoire du mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle et dans la première moitié du XXe en disant que la classe y confie la direction de sa lutte à des organisations qui ne tardent pas à fonctionner pour elles-mêmes et à se constituer en bureaucraties exploiteuses : les unes (syndicats réformistes, partis de la IIe Internationale) en s'intégrant peu à peu à l'appareil de l'économie et du pouvoir bourgeois ; les autres (partis bolcheviks puis staliniens) en instaurant ou en préparant l'instauration de leur propre pouvoir. La bureaucratisation du monde moderne est aussi et dans une très large mesure celle du mouvement ouvrier. C'est pourquoi le prolétariat ne pourra prendre en main la gestion de la société qu'après avoir conquis l'autonomie de son mouvement. L'avenir seul dévoilera les formes concrètes d'organisation de cette autonomie (13) ; mais il semble qu'aujourd'hui le fait majeur de l'expérience prolétarienne, à l'Ouest comme à l'Est, soit la démystification du rôle joué par les organes bureaucratiques, et la recherche de nouveaux moyens de lutte (14)

---

(9) Cf. Cl. Lefort : *Le marxisme et Sartre, Les Temps Modernes,* avril 53.

(10) De cette *expérience ouvrière, Socialisme ou Barbarie* s'est efforcé de publier des témoignages directs : Cf. *L'ouvrier américain,* par Paul Romano. nos 1 à 6 ; *La vie en usine,* par G. Vivier, nos 11 à 17.

(11) Lénine : *Que faire ?, Œuvres Choisies,* éd. russe, t.I, p. 197.

(12) Rappelons que Marx et Engels ont constamment vu dans l'idéologie non pas une pensée «politisée », selon le mot de J. Gabel (*Arguments,* n° 2, p. 4), mais tout au contraire une pensée *dépolitisée* et *dépolitisante,* une pensée qui rapporte aux lois intemporelles de la Nature ou de l'Esprit ce qui relève du mouvement de l'Histoire — à commencer par elle-même —. C'est en ce sens qu'ils considéraient un Adam Smith ou un Max Stirner comme des « idéologues », et toute philosophie classique comme entachée d'idéologie. L'idéologie n'est pas essentiellement, comme le voulait Gramsci, une « vulgarisation », mais une *idéalisation.* Une pensée s'idéologise non parce qu'elle « pénètre dans les masses », comme dit J. Duvignaud (*Arguments,* n° 2, p. 6), mais parce qu'elle sort de l'histoire. On voit bien qu'il s'agit à la fois d'une tentation permanente de la pensée, et d'un procédé commode (quoique inconscient) d'autojustification. Ses mécanismes relèvent moins d'une psychiatrie que d'une psychanalyse sociale. Ici, Lénine *idéologise* le marxisme en le détachant de ses origines historiques et en lui inventant une genèse idéale. Quant à l'idéologie stalinienne, elle emploie pour sortir de l'histoire un moyen plus grossier et proprement « thermidorien » : présenter comme déjà faite une révolution qui reste à faire.

(13) Sur le problème de la direction révolutionnaire, Cf. la discussion entre P. Chaulieu et Cl. Montal, S.B. n° 10.

(14) Sur les luttes ouvrières en 1953 et 1955. cf. S.B. nos 13 et 18.

S'il est vrai que l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, il semble que la gestion ouvrière soit maintenant à l'ordre du jour, puisque sa revendication a été posée, pour la première fois, par les conseils ouvriers de Hongrie lors du soulèvement d'octobre 1956 (15). Il n'est pas surprenant que le prolétariat des pays dits « socialistes » se trouve aujourd'hui à l'avant-garde, puisque c'est lui qui a fait l'expérience la plus complète de l'exploitation, capitaliste puis stalinienne. L'idée que la révolution mondiale pourrait commencer par un soulèvement des ouvriers de ces pays semblait hasardeuse il y a un an : elle est en train de devenir pour le moins plausible.

Pas plus que d'autres, les analyses du groupe *Socialisme ou Barbarie* ne peuvent être accueillies sans critique. Mais elles présentent cet intérêt, pour l'ensemble de la « gauche » française, qu'elles lèvent de façon radicale les équivoques et les contradictions de l'idéologie stalinienne et de ses diverses variantes, et qu'elles tentent de restituer au marxisme ses fonctions de savoir dialectique et de philosophie révolutionnaire. De *savoir dialectique,* parce qu'en élaborant des catégories qui doivent permettre au matérialisme historique de rendre compte du monde moderne, elles professent que ces catégories dépendent du niveau actuel de l'expérience prolétarienne et n'expriment qu'un rapport momentané entre l'histoire de ce monde et le progrès de cette expérience. De *philosophie révolutionnaire,* parce qu'elles replacent la notion de travail au cœur de la politique comme de l'anthropologie, en montrant que l'émancipation des prolétaires suppose et signifie l'assomption par eux du travail humain dans sa réalité totale. Une telle perspective peut évidemment soulever un reproche d'utopie dont l'avenir sera seul juge. Mais pour le présent, l'expérience semble, au contraire, dénoncer comme utopique l'idée que les travailleurs pourraient se libérer à un moindre prix. En multipliant les récurrences de la barbarie, l'Histoire ne congédie pas son alternative socialiste, elle en rend plus impérieuse la nécessité.

GÉRARD GENETTE.

(15) Cf. n° 20. Cl. Lefort : *L'insurrection hongroise.*

SOLECISME OU BARBARISME

1. J'hésite à mettre sur le groupe Socialisme ou Barbarie l'étiquette d'anarcho-marxisme ou d'anarcho-trotzkisme. D'une part, la pensée socialiste est encombrée d'étiquettes (dans tous les sens du terme) et une étiquette de plus n'est utile que si elle met en cause nos classifications antérieures plutôt que de les mettre à jour.

D'autre part, l'étiquette d'anarcho-marxisme n'a de sens que si elle ne nous fait pas oublier qu'anarchisme et marxisme, tout en se combattant, se sont nourris l'un de l'autre. Marx prétendait réaliser les buts de l'anarchie. *L'Etat et la Révolution* de Lénine est un hymne au dépérissement de l'Etat, c'est-à-dire à l'anarchie. C'est dans la mesure où le marxisme oppose fins et moyens dans une dialectique où les contraires se succèdent dans le temps (la dictature qui prépare la liberté) qu'il y a effectivement opposition entre « marxisme » et « anarchisme ». Mais alors ce marxisme est-il vraiment marxiste ? Par contre, dans la mesure où le marxisme s'efforce de faire coïncider le terme de dictature du prolétariat avec celui de démocratie prolétarienne totale (de Rosa Luxembourg au P.O.U.M.) les oppositions, sans disparaître, ne sont plus radicales et les termes « d'anarcho-marxisme » comme de « marxisme vrai » peuvent, en de nombreux points, se confondre. La politique marxiste, chaque fois qu'elle échappe à la pétrification politique d'appareil (social-démocrate, bolchevik ou stalinien) se colore d'anarchisme. Le marxisme qui ne néglige pas l'immédiat et l'anarchisme qui ne néglige pas la médiation tendent à se rejoindre.

Le groupe Socialisme ou Barbarie critique la conception qui, sous le couvert d'étapes et de « transitions », recule indéfiniment, non seulement l'échéance anarchiste, mais l'instauration d'une démocratie socialiste. C'est le refus de tout ce qui prétend concilier l'émancipation des masses avec une mise en tutelle (dite provisoire mais nécessaire) des masses. Critique radicale qui, poursuivant les critiques trotzkistes du stalinisme, atteint le trotzkisme lui-même. Le trotzkisme sauvegarde l'intégrité de la conception bolchevik du parti. Celui-ci demeure toujours le fondé de pouvoirs, muni de chèques en blanc, d'une volonté générale

prolétarienne qu'il est censé guider sur les sentiers épineux de la « transition ».

Je suis sûr que l'auto-critique du marxisme par lui-même, telle qu'elle est poussée par S. ou B., est une excellente entreprise de dépétrification. Mais permet-elle de résoudre finalement le problème de ce que Mao Tsé Tung appelle « les contradictions dans le peuple », c'est-à-dire entre appareil de direction (parti, Etat, bureaucratie) et les masses ?

II. Le deuxième trait essentiel de S. ou B. est de mettre au centre solaire de la théorie sociale la grande découverte de Trotzky : l'analyse et la critique de la bureaucratie. Comme le fait remarquer Naville, la réflexion sur la « bureaucratie » soviétique n'est pas neuve. De même, la réflexion sur l'ère bureaucratique qui s'ouvre au XXe siècle. D'autre part, Burnham avait déjà échafaudé une théorie sur le « managerisme », mais en se dégageant de la perspective socialiste. Le mérite de S. ou B. est de lier l'exigence socialiste à la critique de la bureaucratie ; d'intégrer celle-ci au cœur des préoccupations marxistes, comme Lénine l'avait fait pour l'impérialisme.

Ici encore, S. ou B. s'est situé dans une des perspectives décisives du siècle. Mais l'analyse et la critique de la bureaucratie ont été *extensives* et jamais intensives de la part de ses théoriciens. Ils ont fait comme ces marxistes qui se bornent à nommer « capitalisme » tout ce qui est oppressif. Ils ont nommé « bureaucratie » tout ce qui est oppressif, sans analyser le phénomène en lui-même, dans sa totalité, sa complexité, ses hétérogénéités.

Le mot de « bureaucratie » est comme ces mots qui éclairent trop : ils finissent par aveugler. A mon avis, le mot est juste dans la mesure où il permet de dégager une forme commune à des contenus souvent hétérogènes. Mais, de plus en plus, à mon sens, il risque de masquer ce qu'il devrait pourtant révéler : les structures d'appareil au XXe siècle.

L'Etat, appareil des appareils, est l'enjeu Il préexiste au capitalisme, lui coexiste. peut en devenir l'instrument total ou partiel, lui survit, mais c'est l'appareil-enjeu des forces sociales qui, au XIXe siècle, ne disposaient pas encore d'appareils au sens contemporain du terme. Le XXe siècle voit se concrétiser l'organisation d'appareils-béliers et d'appareils-ventouses, capables de s'emparer de l'Etat et de le guider totalement — le parti de type bolchevik d'abord, fasciste ensuite. Le XXe siècle voit des appareils traditionnels, appendices de l'Etat, transformer l'Etat en leur propre appendice : armée (régime de Vichy, dictature militaire). La police, dans de nombreux cas, tend à devenir un appareil autonome capable de domestiquer l'Etat dont elle devait être l'instrument. L'Eglise, refoulée à la périphérie par la création des Etats modernes, se reconstitue en appareil politique de noyautage et de télé-guidage de l'Etat (régime franquiste et salazariste, partis chrétiens-sociaux).

Ces phénomènes sont-ils indépendants des luttes des classes ? Je crois qu'au contraire c'est le caractère aigu, volontaire, para-militaire de la lutte des classes qui a provoqué ces *cristallisations d'appareils,* lesquels se différencient des classes qui les ont secrétés, fabriqués ou utilisés, ils interviennent dans la vie sociale avec une autonomie plus ou moins grande, et se transforment une fois maître du pouvoir, en *castes* d'oppression ou d'exploitation, tandis que se développent des couches sociales bureaucratiques que S. ou B. nomme hardiment « classe » (1).

Plus largement, le phénomène d'appareil s'insère dans l'évolution contemporaine, en même temps que le phénomène bureaucratique, d'une façon complexe.

a) La crise du capitalisme a provoqué la formation d'appareils ou de pré-appareils : cartels, trusts, monopoles. Les conflits inter-impérialistes ont hypertrophié les appareils militaires. La bourgeoisie, après les avoir combattus tant qu'ils lui faisaient obstacle, a voulu sauvegarder ou redévelopper, dès qu'ils devinrent une protection, les appareils religieux. Dans ce sens, la crise générale et totale des sociétés capitalistes, annoncée par Marx, s'est bel et bien réalisée mais s'est provisoirement résolue au profit des appareils. Ceux-ci ont pris le relais des forces anarchiques concurrentielles et spontanées du XIXe siècle.

---

(1) Mes propres incertitudes actuelles m'empêde me prononcer sur le bien-fondé de la notion de classe bureaucratique. J'espère que nos amis, qui ont diversement réfléchi à la question, voudront bien apporter leurs points de vue dans *Arguments*.

De plus, la virulence de la lutte des classes a engendré des appareils politiques monolithiques à organisation disciplinaire quasi militaire, de type bolchevik, puis fasciste.

b) Le développement général des relations sociales, de la technique, de l'Etat moderne ont entraîné un gigantesque développement bureaucratique : bureaucratie d'entreprises, bureaucratie d'appareil, bureaucratie d'Etat.

Ainsi nous assistons à un gonflement bureaucratique général (classe nouvelle ?) concomittant à une cristallisation extrême des appareils et à l'apparition d'appareils de type nouveau : le parti unique monolithique.

Ajoutons que, simultanément, le progrès technique suscite la formation d'une couche sociale particulière, détentrice des secrets de la marche des choses : les techniciens. Ces hommes-leviers tendent à se considérer comme maîtres des leviers et à prendre conscience de leur force sociologique. Malgré diverses associations, soit secrètes, soit closes, depuis la Synarchie jusqu'au Rotary, ils ne parviennent pas à constituer leur appareil propre, mais ils constituent un groupe doué d'autonomie et de pouvoir, qui intervient dans la vie des appareils, ne serait-ce que parce que les appareils ne peuvent se passer d'eux.

Aussi, même si certaines données que j'expose ci-dessus sont légères ou contestables, même s'il leur manque vérification, approfondissement et réflexion, il n'en reste pas moins que l'analyse du complexe technocratie - bureaucratie - appareil doit être nécessairement entreprise si l'on veut enfin commencer à éclairer le phénomène dit « bureaucratique ». C'est sur ce point que S. ou B. a failli à sa tâche. Cette faiblesse théorique s'est inévitablement répercutée en faiblesse politique.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., faute de distinctions analytiques, S. ou B. fait une confusion presque totale entre appareil du parti, bureaucratie et technocratie. S. ou B. est victime du monolithisme stalinien qui masquait les différenciations et les contradictions au sein des couches dominantes. Celles-ci se trahissent maintenant assez ouvertement. Quelles sont les premières hypothèses que nous pourrions formuler ?

L'appareil du parti a suscité la formation d'une gigantesque bureaucratie (état planifié, centralisé, hyper contrôlé) et d'une importante couche de techniciens (industrialisation). Il a secrété la formation d'un sur-appareil quasi autonome (police politique). Il a dû fortifier un appareil de techniciens d'un type spécial : l'armée. Le problème pour l'appareil du parti a été de ne pas se laisser envahir, contrôler ou dominer par la bureaucratie, les techniciens, la police, l'armée, mais de les noyauter et de les dominer constamment, et en même temps d'échapper à tout contrôle des masses, à toute vérification démocratique. L'appareil du parti a donc dû briser le parti lui-même, l'épurer de fond en comble, pour éviter toute opposition qui lierait une fraction du parti avec soit les masses, soit la bureaucratie, soit l'armée, etc... En même temps qu'il devait s'épurer constamment, il devait s'élargir constamment afin de tenir de l'intérieur, comme un système osseux, à la fois la bureaucratie, l'armée, la police et, si possible, la classe ouvrière.

Le conflit le plus extraordinaire devait opposer l'appareil à sa propre police : celle-ci devait nécessairement être l'instrument total de la répression totale, mais, ce faisant, elle devenait le sur-appareil tout-puissant menaçant l'appareil lui-même. D'où l'épuration constante des chefs de la police, Yagoda, Yegov jusqu'à la dernière en date, celle de Béria. La déstalinisation marque la défaite définitive du sur-appareil policier, mais au prix d'une dégradation de l'omnipotence de l'appareil, d'un premier partagé des pouvoirs avec l'armée et les techniciens (notons que la N.K.V.D., si elle avait triomphé, aurait sans doute pratiqué la même politique ; sœur siamoise de l'appareil, elle aurait fait les mêmes compromis, les mêmes sacrifices) (1).

L'appareil doit également lutter contre l'armée et la renforcer, lutter contre la bureaucratie et la renforcer, lutter contre la classe ouvrière et la renforcer.

En ce qui concerne l'armée, celle-ci est à ce point décapitée après les épurations de

(1) Il semble que, dans ce que certains camarades appellent le « cours Béria », la N.K.V.D. ait joué la carte libérale par rapport à l'appareil : libéralisme à l'égard des nationalités, politique de consommation, suppression des camps de concentration.

37-39 qu'elle perd pour quelque temps toute valeur militaire (campagne de Finlande, été 1941). Il a fallu en toute hâte reconstituer les cadres techniques de l'armée (nomination de nouveaux états-majors). Puis, après la victoire, c'est à nouveau, sinon la répression, du moins ses prémisses (mise à l'écart de Joukov). Puis, à l'occasion de la crise interne entre l'appareil et sa N.K.V.D., l'armée apparaît comme force autonome, qui poserait sa candidature à la succession de l'appareil en crise.

L'appareil et la bureaucratie entretiennent des rapports plus complexes encore. La bureaucratie n'a pas de support autonome comme l'armée ou la N.K.V.D. : son seul support est l'appareil lui-même qui n'est autre que le squelette de l'Etat. Elle aimerait s'affranchir du régime d'arbitraire imposé par l'appareil, elle aspirerait à un « statut » de fonctionnaire, si l'on peut dire. Elle est parasitée par l'appareil, qui passe son temps à la contrôler, et elle est le parasite de l'appareil, parce que c'est l'appareil qui est la force dynamique, efficiente, agissante. L'appareil tend naturellement à hypertrophier la bureaucratie pour étendre son contrôle sur toutes choses, mais une telle hypertrophie risque de devenir anémie graisseuse, qui étouffe le dynamisme de l'appareil. D'où cette contradiction fondamentale : l'appareil qui n'est rien sans la bureaucratie et qui secrète naturellement une prolifération bureaucratique, doit en même temps lutter contre la bureaucratie pour sauvegarder son dynamisme. Aussi, en 1957, est-ce la bureaucratie qui fait les frais du deuxième épisode de la crise de l'appareil : celui-ci, en taillant dans la bureaucratie (décentralisation économique) se ressaisit en même temps qu'il s'affaiblit. Les techniciens sont les bénéficiaires de l'opération.

Quoique ne disposant pas d'appareil, les techniciens sont progressivement élevés à la crête de la société. Comme les militaires, ils sont indispensables. Ils tiennent en mains les leviers vitaux de l'économie. Les techniciens aspirent à une société délivrée du parasitisme bureaucratique et de la tyrannie d'appareil ; ils sont potentiellement favorables à tout ce qui est décentralisation et initiative, donc à une libéralisation de la société. Cette libéralisation, ils peuvent la trouver, soit dans les voies nouvelles de l'appareil (décentralisation de Kroutchev, néo-technocratisme de Gomulka), soit dans un système d'autonomie des entreprises avec participation et gestion ouvrière. A la limite, ce sont, dans la bureaucratie dominante, les éléments les plus favorables (ou les moins défavorables) à tout ce qui serait démocratisation. Le libéralisme économique des techniciens tend naturellement à se prolonger en libéralisme politique. Mais il peut s'insérer, soit dans un système d'appareil libéral et fortement technocratisé, soit dans un système démocratique libéral qui serait également fortement technocratisé. Le grand problème qui se pose aujourd'hui est celui-ci : qui, des forces démocratiques encore inorganisées et étouffées, ou de l'appareil, réussira à rallier les techniciens ?

Enfin l'appareil entretient des rapports contradictoires avec les masses : c'est parmi elles qu'il puise ses hommes : c'est en leur nom qu'il justifie son monopole de puissance. Mais la dictature absolue, la terreur, les crimes l'ont à jamais isolé des masses. Il est vrai toutefois qu'au sein de l'appareil, chez les jeunes notamment, et chez un nombre de militants qu'on ne saurait évaluer même grossièrement, fermentent encore les aspirations de la révolution socialiste. Il est vrai que, délivré de l'enchantement religieux, qui fait voir dans l'appareil le corps mystique du prolétariat, certains « cadres » entendraient à nouveau l'appel des origines : dès que la lumière se fait jour, sous la poussée révolutionnaire des peuples, le parti, comme en Hongrie et en Pologne, se déchire brutalement entre révolutionnaires et conservateurs d'appareil.

L'analyse d'une société bureaucratique doit éclairer les rapports d'appareils à appareils, au sein des rapports de classes, de couches sociales et de castes. Dans une société de type stalinien, cette analyse est commandée par les problèmes du *parti-monolithique-unique*, appareil d'un dynamisme extraordinaire (la rapidité de l'industrialisation) et en même temps d'un parasitisme extraordinaire (l'effroyable gâchis en hommes et en matériel) : puissance sans freins dans la terreur et la dévastation qui détruit continuellement dans le sang, par l'extermination physique, les contradictions qu'elle met à jour continuellement.

Dans ce système, l'apparatchik suppose le bureaucrate, mais s'oppose au bureau-

crate (1) : l'apparatchik est l'homme de l'énergie, l'homme de fer, le petit staline, le bureaucrate est l'instrument passif, servile, obéissant à l'apparatchik. L'opposition se dissout dans ce sens où l'apparatchik est bureaucrate à l'égard de son supérieur hiérarchique, et tout bureaucrate est apparatchik à l'égard de son inférieur. Mais à l'échelle sociologique, l'appareil est la source énergétique et la bureaucratie la matière plastique. C'est parce que l'appareil agit de ses bureaux, par l'intermédiaire de bureaux, c'est parce que l'appareil irrigue la bureaucratie par des réseaux intérieurs que la confusion a pu demeurer si totale dans l'esprit des théoriciens. Mais la distinction reste à faire : les hommes d'appareil sont liés entre eux à travers les différentes sectes bureaucratiques : police, Etat, armée, entreprise, etc... Les bureaucrates sont isolés dans leur secteur propre. La bureaucratie est la toile et l'appareil l'araignée.

De même, il y a à la fois identité et opposition entre l'apparatchik et le policier : tout apparatchik a une conduite policière et tout policier a une conduite d'apparatchik : mais la N.K.V.D. tend à devenir un deuxième parti : comme le parti, elle est partout, et à l'intérieur même du parti. Aussi la lutte la plus féroce est celle qui oppose le parti à sa propre police. Sans cesse, la police ravage le parti et le parti décapite la police jusqu'au round final, l'exécution de Béria, la liquidation de la N.K.V.D. en tant que deuxième parti, deuxième armée, deuxième appareil. Aujourd'hui, la police n'est plus que la police. Le parti en sort à la fois renforcé, mais affaibli : il a perdu son arme de terreur totale.

De même il y a identité et opposition entre l'apparatchik et le militaire (inutile d'esquisser l'analyse). Entre l'apparatchik et le militant du parti.

Tout ceci met en relief le caractère propre du parti monolithique unique. *C'est l'organisation qui concentre en elle les puissances accumulées de la bureaucratie, de la police, de l'armée, de la technicité, du militantisme.* L'apparatchik est ou se veut à la fois bureaucrate, policier, sous-officier ou officier, technicien et militant fidèle. C'est là l'*homme total* dont parlaient nos philosophes staliniens. Mais cet homme total ne peut se passer de police, d'armée, de techniciens : il doit les produire et les détruire. Une telle contradiction devait engendrer une des plus incroyables, une des plus monstrueuses aventures de l'histoire...

Suis-je loin de Socialisme ou Barbarie ? Peut-être pas si j'ai pu indiquer dans quel domaine encore vierge l'analyse de la société bureaucratique aurait pu se faire. Il y a aussi d'autres domaines : dans la société bureaucratique, les rapports d'appareil sont les aspects les plus significatifs d'un ensemble de rapports féodaux qu'il convient d'étudier : « patrons » et « clients », clans, coteries, groupes s'intégrant et se superposant à toutes les échelles. Il faudrait examiner aussi, comme un Georges Friedmann a pu le faire pour l'entreprise industrielle, les problèmes et les rapports humains dans les bureaux : conséquences de l'immobilité physique, rituels de la note de service, érotisme des bureaux. Tout ceci peut sembler secondaire au lecteur qui croit que l'essentiel est toujours dans l'impersonnel. Passons. Je voulais simplement suggérer qu'il y a une psychologie de la domination, de l'autorité et de la servilité, dans un climat d'érotisme permanent propre aux bureaux.

III. Il y a bien, dans Sociologie ou Barbarie, un effort efficace pour faire sortir la pensée marxiste de sa gangue et l'adapter à l'évolution contemporaine.

Aujourd'hui, il ne suffit plus de critiquer les rapports capitalistes de production, ni de critiquer le système stalinien comme un système socialiste dégénéré.

Mais s'agit-il pour autant d'un système équivalent au néo-capitalisme ? Si l'U.R.S.S. et l'Amérique ont des traits communs de société bureaucratique et de société industrielle, jusqu'où peut-on pousser l'identification ? Nous entrons ici dans une zone confuse de la pensée marxiste, où les mots jouent en dernier ressort un rôle magique. S'agit-il d'un état qui n'a rien de socialiste (Socialisme ou Barbarie) d'un capitalisme d'Etat, d'un Etat socialiste dégénéré (trotzkisme) ou d'un socialisme d'Etat (Naville) ? Il nous faudra revenir sur ces questions. Disons pour l'instant que l'analyse de Socialisme ou Barbarie nous semble trop sommaire.

---

(1) Cette distinction m'a été suggérée par la lecture d'une étude, encore inédite, d'un camarade belge, André Frankin (Crtique du non-avenir).

D'autre part, Socialisme ou Barbarie a le mérite de dégager les problèmes du pouvoir, alors que souvent la pensée marxiste reste fixée sur les déterminations économiques (propriété des moyens de production, destination de la plus-value, accumulation primitive de capital). Mais s'il est nécessaire de considérer que la puissance et l'exploitation demeurent plus que jamais les problèmes fondamentaux, il convient de ne pas négliger les conditions économiques et historiques concrètes dans lesquelles se posent les problèmes de la puissance et de l'exploitation.

Le marxisme para-stalinien a ignoré ou sous-estimé le phénomène de puissance et d'exploitation en U.R.S.S. au profit d'une vision économisto-déterministe fondée sur la nécessité de l'industrialisation et de l'accumulation primitive de capital. Il a « justifié » le stalinisme comme on pourrait justifier Louis XIV, Pierre Le Grand, ou comme Marx pouvait reconnaître le caractère progressif du capitalisme par rapport au monde féodal.

Mais n'y a-t-il d'autre critique de l'opportunisme des marxistes économistes-déterministes que le millénarisme de Socialisme ou Barbarie ? Socialisme ou Barbarie ne voit qu'une alternative : le vrai socialisme ou la barbarie. Cette alternative est la conséquence pratique d'une théorie qui oppose en bloc la bureaucratie aux masses ouvrières. Mais si la bureaucratie n'est pas une (de même, en 89, l'aristocratie et le clergé comportaient chacun une aile progressive), si elle est déchirée par les conflits entre les appareils, entre techniciens et parasites, entre libéraux et policiers, ne peut-on envisager une stratégie ouvrière qui utilise ces déchirements et ces contradictions ? Pour ma part, je pressens une alliance possible entre ouvriers et techniciens dans le système de la gestion ouvrière Les événements de Pologne et de Hongrie nous montrent que la voie révolutionnaire est ouverte, lorsqu'il y a à la fois crise de l'appareil, alliance des intellectuels, des paysans et des ouvriers.

Certes, les castes dominantes, vouées à l'entredéchirement, dès que cesse la terreur absolue, se ressoudent dès qu'une poussée populaire massive les menace en bloc. Mais si l'on songe que la stratégie marxiste n'a pu être efficace que quand elle a analysé les contradictions du monde capitaliste afin de les utiliser pour ses propres desseins révolutionnaires, une action naïve ou ignorante risque de ressouder sans cesse le bloc dominant, alors qu'il s'agit d'élargir ses fissures. A théorie sommaire, action stérile — ou inaction. C'est pourquoi Socialisme ou Barbarie débouche, non pas sur une stratégie, mais sur une prophétie. Honneur aux prophètes du reste. Mais il faut plus.

Par ailleurs, Socialisme ou Barbarie reste hypnotisé par la classe ouvrière, écarte le problème des paysans, des commerçants, des artisans, des employés, des fonctionnaires, de ses analyses. D'où des perspectives schématiques, qui ignorent l'extraordinaire complexité des rapports entre les classes sociales, qui ignorent également tout programme pratique de réalisation du socialisme, soit dans le cadre capitaliste, soit dans le cadre stalinien.

A vrai dire, tout se ramène à l'opposition réelle, essentielle certes, mais abstraite dès qu'elle est isolée et figée du prolétaire et du bureaucrate. Les problèmes particuliers à chaque situation nationale sont ignorés aussi bien que la complexité et les interférences dans les structures sociales. Le plus grave est que cette perspective néglige totalement les problèmes capitaux du Tiers Monde, Asie et Afrique. Nous voudrions bien savoir en quels termes se pose, dans ce cadre, l'alternative socialisme ou barbarie.

Je crois que la critique intransigeante effectuée par Socialisme ou Barbarie est nécessaire. Je crois qu'il est nécessaire de maintenir l'exigence inconditionnée du socialisme total. Je crois même qu'une attitude aussi « utopique » est plus réaliste que le réalisme qui consiste à lècher les traces du fait accompli. Mais je crois également que nous sommes dans la transition et que les perspectives du socialisme total ne sont pas pour demain. Que les hommes ne pourront en une fois et une fois pour toutes lever l'hypothèque de la barbarie. Que les voies du socialisme ont été entachées de barbarie, et que les voies de la barbarie ont pu être colorées de socialisme. Que l'histoire progresse et régresse par des voies multiples, et qu'il faut pouvoir et savoir peser sur les points de régression comme sur ceux de progression.

Je suis pour ma part désormais également fidèle à l'utopisme et au pragmatisme. Je crois qu'il faut essayer d'assumer cette contradiction, en gardant la triple conscience du passé qui pèse sur l'humanité, du présent qu'il faut transformer, du futur qu'il faut exiger.

En un mot, Socialisme ou Barbarie va à l'essentiel, mais pour l'isoler et l'hypostasier.

EDGAR MORIN.

SUR L'ARTICLE DE MORIN

Morin accorde que *Socialisme ou Barbarie* va à l'essentiel en dépit de son schématisme. Au risque de l'éloigner d'un mouvement auquel je participe, je le mettrai en garde contre ses éloges : ce qui est essentiel à ses yeux si j'en juge par ces quelques réflexions est délibérément posé comme secondaire par S. B. ; et l'essentiel de S. B., Morin me paraît l'ignorer. On jugera facilement de la distance qui nous sépare sur le problème de la Bureaucratie.

Morin note que S. B. a fait une critique « extensive » et non « intensive » de la Bureaucratie mais c'est que sa conception propre de ce phénomène est fondamentalement différente de celle de S. B. : en conséquence, la portée et la signification de cette critique lui échappe. Entre les idées de Trotzky et de Burnham, d'une part, que Morin cite, et celles de S. B., il n'y a pas différence de degré mais de nature. Trotzky a toujours conçu la bureaucratie comme une formation parasitaire et éminemment transitoire, liée à une conjoncture historique particulière, comme un champignon poussé sur l'organisme socialiste qu'un prochain printemps révolutionnaire balayerait. Il a toujours refusé l'idée qu'elle représentait une classe sociale, qu'elle désignait un type social nouveau. L'existence de la bureaucratie n'altérait pas la nature des rapports de production ; le prolétariat russe devait la chasser comme on chasse un mauvais gérant, mais il disposait déjà sous son règne des institutions socialistes. S. B. a dénoncé le formalisme de Trotzky en montrant que l'image d'une société socialiste où les producteurs se trouvaient expropriés de toute tâche de direction était absurde ; il a substitué à l'idée d'une bureaucratie dans la société celle d'une société bureaucratique, c'est-à-dire d'une société qui se maintient et se reproduit matériellement en séparant de la masse des producteurs une couche sociale qui s'approprie collectivement la plus-value de son travail et se pose comme dirigeante dans tous les secteurs de la vie sociale ; il a insisté sur le fait que cette société n'était possible que par la rigoureuse intégration de toutes les couches bureaucratiques par l'appareil d'Etat et il a aussi mis en lumière la fonction que l'idéologie officielle, empruntée au marxisme léninisme, était à même de jouer dans l'intérêt de la bureaucratie. Enfin S. B. a affirmé que l'incapacité de Trotzky à analyser le phénomène bureaucratique était liée à sa conception générale de la lutte révolutionnaire (de la prééminence absolue du parti) et de la société socialiste (de la centralisation étatique) qui servait elle-même — sans le viser — l'avènement d'une nouvelle société d'exploitation.

Passons à Burnham. Son mérite essentiel est d'avoir signalé la séparation qui s'opère dans le capitalisme contemporain entre les fonctions de production et de propriété et la formation d'un nouveau type de société. Mais là s'arrête l'analogie avec S. B. ; S. B. n'étend pas son analyse, il la contredit sur tous les points :

1° Burnham localise le foyer de la nouvelle classe dans les directeurs d'usine qui sont, selon lui, les maîtres réels de la société. Il ne voit pas que le phénomène de la direction change lui-même, que celle-ci se définit essentiellement au niveau de la société globale. Il se contente de substituer aux capitalistes privés ses directeurs, sans voir que le processus qui met dans le cadre de l'entreprise le pouvoir entre les mains de quelques dirigeants tend en même temps à déposséder chaque secteur de son autonomie et à les subordonner tous à l'appareil d'Etat. Il ne voit pas davantage que le mode de domination de la bureaucratie dans la société implique entre ses membres des rapports nouveaux, aucun ne voyant sa puissance résulter de son activité économique privée, mais tous ne se posant que solidairement comme classe à part, en se subordonnant rigoureusement à une direction centrale qui maintient une intégration permanente par la police et l'idéologie. De là les acrobaties de B. pour expliquer deux

phénomènes inintelligibles dans sa perspective : en U.R.S.S., la Bureaucratie s'est historiquement constituée à partir d'une couche de fonctionnaires politiques ; les directeurs d'usines, quelle que soit leur influence, ne détiennent pas le pouvoir.

2° Burnham considère que l'avènement des directeurs dans l'industrie est fondé sur leur science en face de laquelle le travail de la masse des producteurs se définit comme ignorance. La Direction est, juge-t-il, l'organe irremplaçable en l'absence duquel l'usine ne pourrait pas tourner une seule heure. A cette conception, S. B. oppose : a) que la socialisation continue du travail a fait éclater les anciennes tâches de direction, qu'en fait, la marche de l'entreprise est assurée à tous les niveaux par des organes collectifs et que l'existence d'un appareil directorial séparé répond non à un besoin technique mais à une fin sociale : l'exploitation ; b) qu'un conflit constant déchire l'organisation de l'usine, la hiérarchie sociale brisant la coopération et engendrant une irrationalité irréductible ; c) que la direction affronte quotidiennement ce conflit — insurmontable puisqu'elle est à son origine — en cherchant à la fois à susciter la coopération et l'initiative des producteurs et en les maintenant par la coercition dans l'isolement et l'inertie. Bref, S. B. explique l'existence de la Bureaucratie par la lutte de classe et non par les exigences du progrès technique.

3° A la différence de Burnham, S. B. considère que les contradictions du capitalisme antérieur n'ont été que transposées et d'une certaine manière approfondies au sein de la société bureaucratique. L'avènement de la bureaucratie répond, en effet, à une tendance historique fondamentale, mise en évidence par Marx, de « socialisation de la société » ; la bureaucratie tend à assurer une communication de toutes les activités, elle appelle à une participation de chaque individu à la totalité sociale, niant formellement toute distinction de classe, mais en même temps elle contredit radicalement cette tendance par son existence, son système d'oppression, de hiérarchie, de cloisonnement, et elle paye elle-même cette contradiction d'une lutte interne implacable de groupe à groupe, de clan à clan. Ce double mouvement fait qu'elle n'existe que dans les horizons de communisme, qu'elle porte et développe l'exigence de sa destruction comme aucune classe qui l'a précédée.

En d'autres termes, pour S. B., la Bureaucratie est un phénomène social total qui n'est intelligible que dans la perspective de l'histoire moderne de la lutte des classes. Et la théorie de la Bureaucratie est une théorie de la révolution.

Si je reviens à mon tour sur cette question, malgré le très clair exposé de Genette, ce n'est pas pour défendre l'originalité de S. B. mais pour clarifier un désaccord avec Morin. S'il considère que la critique de S. B. n'est qu'extensive, c'est qu'il a une toute autre conception de la bureaucratie qui n'est à ses yeux qu' « une forme commune à des contenus souvent hétérogènes ». Il est vrai qu'avec une pareille définition, on voit mal comment on pourrait faire une critique « intensive ». Et ce n'est pas un hasard si Morin ne la fait pas, mais nous donne à la place une autre théorie, celle des « structures d'appareil au XX° siècle ».

Je regrette seulement que cette théorie soit présentée avant d'être élaborée. En effet, d'une part, elle tend à se substituer à une théorie des classes, d'autre part, elle coexiste avec celle-ci sans qu'on comprenne le lien qui les unit. D'une part, Morin nous dit que c'est l'Appareil qui a suscité la formation d'une gigantesque bureaucratie, que l'Etat est Appareil des Appareils ou Appareil-enjeu, que, provoqués par la lutte des classes, les appareils, une fois maîtres du pouvoir, se sont transformés en castes d'oppression ou d'exploitation (ce qui ruine le concept de classe dominante), et, plus explicitement encore, que l'appareil est l'araignée qui tisse la toile bureaucratique ; bref, il fait de l'Appareil le foyer des forces sociales. D'autre part, il écrit par exemple que l'analyse d'une société bureaucratique doit éclairer les rapports d'appareil à appareil au sein des rapports de classe, des castes et des forces sociales, laissant entendre que le phénomène premier demeure les rapports sociaux. Ou bien il s'agit là d'une simple concession à la terminologie traditionnelle, et il faut l'éliminer, ce qui permettra de développer toutes les implications de la première thèse, ou bien Morin pense sérieusement ce qu'il écrit, et comme il conviendra que ces rapports sociaux ne sont pas les mêmes qu'autrefois, je ne vois pas comment il pourrait se pas-

ser d'en donner *d'abord* une analyse ; alors il rencontrera celle de S. B.

Je crains pour ma part que la théorie des Appareils n'engendre une nouvelle mythologie qui, pour être moins sommaire que la mythologie de la Personnalité, n'en soit pas beaucoup plus féconde. Dire par exemple que l'Appareil du Parti a suscité la formation d'une gigantesque bureaucratie sans voir qu'il n'a pu se cristalliser que parce qu'il existait déjà une formidable opposition entre le Parti et les masses et une pratique bureaucratique dans le Parti et la société, c'est substituer à une explication sociologique (pourquoi cet échec des masses à instituer leur propre pouvoir) une explication par la « démonie de la puissance », passe partout et donc stérile. Dire encore que l'Etat est l'enjeu d'une lutte entre les Appareils du parti, de l'armée, de la Police et le fantôme de l'Appareil des techniciens (ils n'en disposent pas, mais tout se passe comme si...), c'est d'abord ne pas voir que dans chaque secteur s'opèrent des regroupements qui s'étendent d'un secteur à l'autre, c'est surtout oublier que, quelle que soit la lutte de clans, l'exigence de l'unité de la bureaucratie prédomine absolument, car, à la différence de la bourgeoisie, elle n'existe comme classe que collectivement. Enfin, chercher à rendre compte de phénomènes sociaux massifs tels que l'essor de la dictature stalinienne ou le Nouveau Cours Krouchtchev par la lutte des Appareils, c'est rejoindre dangereusement les pires tendances du journalisme américain (ou du trotskisme à qui manque une vision de la lutte des classes en U.R.S.S.) en s'épuisant à poursuivre, au ras de la petite histoire, la trace des combats de clan et de sous-clan. L'enseigne d'une sociologie des Appareils risque de couvrir une tradition fort ancienne et qui ramène fort en deçà du marxisme.

Un dernier mot sur le millénarisme de S. B. Le millénarisme se définit par l'attente d'un événement. Rien de plus opposé à l'idéologie de S. B. qui s'est attaché à montrer que le socialisme n'était pas suspendu à l'événement révolutionnaire, qu'il consistait en une organisation de la société. Je refuse donc l'étiquette, mais peu importe le terme : Morin critique l'idée que le socialisme puisse advenir sans transition. De fait, l'idée paraît difficile à admettre ; mais s'il y réfléchit, il devra sans doute convenir que la sienne l'est aussi. Accordons-lui sa transition, elle correspond à un moment de l'organisation sociale, d'une organisation meilleure que l'actuelle. Mais, de deux choses l'une : ou bien celle-ci implique un passage naturel au socialisme, elle le porte en elle ; ou bien elle ne fait que le rendre plus facile. Dans le deuxième cas, il faut encore supposer une transition, puis une infinité de transitions, si l'on veut, mais à un moment donné une rupture : la critique de Morin revient alors à cette constatation que la société présente n'est pas mûre pour le socialisme et que l'alternative de S. B. est prématurée — ce qui est vrai ou faux mais différent de ce qu'il veut dire. Dans le premier cas, le problème revient à savoir si une société où le travail est collectivement organisé par la masse des travailleurs et où règne l'égalité matérielle peut sortir *naturellement* d'une société où la production est organisée par un groupe social dirigeant et où règne l'inégalité. Répondre oui, c'est supposer qu'un groupe social dirigeant et privilégié peut faire autre chose que de persévérer dans son être et entretenir sa puissance. Réponse stupide aux yeux du marxisme et qui ne prend sens que dans la bouche d'un Khrouchtchev dont on ne sait que trop l'usage qu'il en fait à son profit. L'expérience historique devrait nous ouvrir les yeux sur ce point.

Je ne crois donc pas qu'on puisse se débarrasser de la pensée alternative, comme le fait Morin ; elle se confond avec la pensée de la révolution. Si l'alternative est fausse, les deux termes le sont aussi sans doute et l'histoire est à repenser dans une toute autre perspective que celle du marxisme.

CLAUDE LEFORT.

TEMOIGNAGES ET ETUDES SUR LA REVOLUTION HONGROISE

Revue critique

La première vague des témoignages et études sur la Révolution Hongroise semble maintenant terminée. Il nous a semblé nécessaire d'en faire le point. La Révolution Hongroise est sans aucun doute une *date* dans l'histoire du mouvement ouvrier con-

temporain et son expérience sera un apport d'une inestimable valeur. Il est pourtant, aujourd'hui, difficile de prendre connaissance de l'ensemble des documents, témoignages et études. Nous espérons que cette brève étude facilitera le travail d'information nécessaire.

⁂

Il y avait en Hongrie un certain nombre de journalistes. Ce sont leurs récits qui ont donné au monde les premières informations. Michel Gordey dans *France-Soir,* Gordon Shepherd dans le *Daily Telegraph,* John Mc Cormac dans le *New-York Times,* Sefton Delmer dans le *Daily Mail,* Basil Davidson dans le *Daily Herald,* Luigi Fossati dans *Avanti,* Leslie Bain dans *The Reporter,* Lajos Lederer dans *The Observer,* Halperin dans la *Neue Zürcher Zeitung,* Thomas Schreiber dans *Le Monde,* ont envoyé dépêches et reportages qui restent essentiels pour la connaissance des événements au jour le jour. Certains de leurs collègues ont rédigé des reportages parus en librairie.

1. François de Geoffre, ancien pilote de l'escadrille Normandie-Niémen, a été choisi par *Paris-Match* pour un reportage en Hongrie, à cause de sa connaissance du russe et de ses compétences militaires. Il en a rapporté un récit passionnant (1) d'où émergent des scènes remarquables : la recherche par la foule du bunker secret sous l'immeuble de l'A.V.O. à Budapest, la libération des prisonniers politiques du Gütefockhaus. Son livre est un bon reportage sur la rue, fait par un bon observateur. Des combats qui ont suivi le 4 novembre, M. de Geoffre donne un compte rendu vivant de technicien. Il n'avait sans doute pas d'autres ambitions.

2. Alain de Sédouy, correspondant de *Paris-Presse,* était à Budapest le 31 octobre. Il a rejoint la frontière autrichienne en auto-stop et sac au dos, ce qui lui a permis de parcourir la « province » hongroise. Il est notamment allé à Gyoer où il nous présente le Comité Révolutionnaire de Szigeti comme complètement débordé dès les premiers jours de septembre par des éléments de droite (ce qui est infirmé par d'autres témoignages). Son récit (2) se compose d'un certain nombre de dépêches déjà publiées par son journal et reliées par des notes personnelles et des récits de témoins. Vivant, mais décousu, il souffre de n'avoir été révisé ni dans la forme, ni même dans le contenu des informations. Il est question, par exemple, de l'arrestation de Nagy par les Russes le 4 novembre, alors même que le Président du gouvernement Hongrois s'était réfugié à l'ambassade de Yougoslavie, ce que personne ne se permet de contester. Geza Losonczy est appelé « Lochansky » à longueur de pages... D'autre part, sa tentative d'analyse est handicapée par des opinions politiques trop « arrêtées » : les insurgés sont des « nationalistes », quand ils ne sont pas des « ultra-nationalistes ». Révolution de la jeunesse ? M. de Sédouy ne le conteste pas. Mais, pour lui, la jeunesse hongroise a rejeté le « système en bloc ». « A sa place, elle a retrouvé le nationalisme. Une tradition spiritualiste toujours vivante, même aux pires moments, un sens critique acéré et un romantisme latent ont fait le reste ». M. de Sédouy ne connaît pas les Conseils Ouvriers et ses « conclusions » sont minces. Il semble que sa formation et son idéologie ne lui permettaient guère d'aller plus loin.

3. Le récit de Peter Fryer est d'une autre qualité. Membre du P. C. britannique depuis 12 ans, rédacteur au *Daily Worker,* correspondant du *Szabad Nep* à Londres, envoyé spécial en Hongrie où il pénètre le 27 octobre, Fryer connaissait déjà le pays où il avait séjourné notamment pendant l'été 56. Sa formation de militant communiste, ses relations aussi lui ont permis de voir clair, et d'étendre son enquête. Son livre (3) s'ouvre par le récit du massacre de Magyarovar, petite ville de 22.000 habitants, où l'A.V.O. venait d'ouvrir le feu sur une manifestation pacifique, couchant à terre plus de 80 travailleurs, en tuant onze. Fryer a vu lyncher le responsable de la fusillade, et c'est alors qu'il a envoyé sa première dépêche censurée par le *Daily Worker* : « Ce n'était pas une contre-révolution organisée par des fascistes et des contre-révolutionnaires, c'était le soulèvement d'un

(1) *Hongrie, terre déchirée* (Ed. Fleuve Noir).

(2) *Indomptable Hongrie* (Ed. Les Quatre fils Aymon).

(3) *Hungarian Tragedy* (Dobson & Dennis, Londres).

peuple entier auquel prirent part les communistes de la base, contre une dictature policière déguisée en société socialiste — une dictature policière soutenue par la force armée soviétique ».

De Magyarovar, Fryer s'est rendu à Gyoer. La description qu'il donne mériterait d'être entièrement citée. « Bien sûr, comme dans toute révolution par « en bas », il y avait beaucoup trop de parlotes, de discussions, de zizanies, d'allées et venues, de phrases creuses, d'excitation, d'agitation, d'effervescence. C'était là un des côtés du tableau. L'autre était l'apparition aux postes dirigeants d'hommes et de femmes, de jeunes ordinaires que la poigne de l'A.V.O. avait gardés sous le boisseau. La révolution les poussa en avant, éveilla leur fierté de citoyens et leur aptitude latente à l'organisation et les mit au travail pour construire la démocratie sur les ruines de la bureaucratie. « On peut voir les gens progresser de jour en jour », me dit-on. » Présent à Gyoer le 30 octobre, Fryer constate l'existence d'une opposition réactionnaire à l'autorité du Comité Révolutionnaire. Mais ni Szigeti, ni Szabo ne semblent débordés, comme l'affirme M. de Sédouy. Les journalistes occidentaux, accourus pour voir le « contre-gouvernement » dont parlaient les dépêches d'agence, sont déçus : un américain, écœuré, peste contre tous ces « cocos » (commies »).

Sur la route vers Budapest, Fryer a visité la ferme-modèle de Babolna, célèbre par son élevage d'étalons arabes. Il a vu la révolution à la campagne. Les paysans avaient dissous le kolkhoze, redistribué les terres entre eux. Ils étaient en train d'élire leur Conseil et leur Comité, après avoir chassé le directeur et brûlé les dossiers secrets. L'élection est longue, et l'un des responsables s'en excuse : « Nous n'avons pas l'habitude d'élire... ». A la réunion du Comité, à laquelle Fryer est invité, « toutes sortes de questions, des plus terre-à-terre aux plus importantes, étaient discutées, et il n'était pas possible de ne pas voir le sens de la responsabilité avec lequel ces nouveaux dirigeants abordaient leurs tâches ».

Le 31 octobre, Fryer est à Budapest. Kadar vient d'annoncer la formation d'un nouveau parti léniniste rompant définitivement avec les crimes du stalinisme. Nagy a fait acclamer par une manifestation de masse la victoire de la Révolution. Les cadavres des Avos pendent encore aux réverbères. « Il n'y avait aucun doute quant à savoir qui détenait le pouvoir à Budapest. Ceux qui tenaient les armes tenaient le pouvoir. Et qui tenait les armes ? Des fascistes ? Non, ceux qui s'étaient battus, les Combattants de la Liberté, les ouvriers de Csepel et Ujpest, les étudiants, les gosses, garçons ou filles ». La situation était celle d'une dualité de pouvoir entre « le gouvernement Nagy soutenu par le peuple parce qu'il reflétait sa volonté » et « le peuple en armes, tel qu'il était représenté et dirigé par ses comités nationaux ». Fryer décrit cette fiévreuse explosion de liberté, l'apparition de vingt-cinq nouveaux quotidiens vivants à la place des cinq anciens stéréotypés et assommants. Il nous montre un rédacteur en chef, vieux communiste, écrasé sous la copie que lui envoient les jeunes : « poèmes, articles, nouvelles, récits, tous sur la révolution. La qualité est inégale, mais il y a de réels talents ». Et le vieux journaliste communiste de conclure : « Nous ne nous en sommes jamais doutés, jamais ! » .

Rapide, le reportage de Fryer est extraordinairement vivant. Son principal mérite est, sans doute, de nous restituer, à Budapest comme à Gyoer et Babolna, l'atmosphère révolutionnaire, cette atmosphère extraordinairement créatrice des travailleurs prenant en mains leur propre destin et que M. de Sédouy baptisait « anarchie ».

4. Ecrivain et militant communiste de la jeune génération, Wiktor Woroszylski a donné à *Nowa Kultura* dont il est le rédacteur en chef son « Journal d'une Révolution » (4). Témoignage précieux que celui de cet ancien stalinien fervent, devenu l'un des animateurs du mouvement révolutionnaire des intellectuels Polonais. En le suivant, nous apprenons que les journalistes Polonais ne sont pas d'accord sur leur appréciation » (4). Témoignage précieux que celui de Kadar, depuis), animateur du « Comité National Révolutionnaire » de Budapest, et qualifié sommairement d' « extrême-droite » par M. de Sédouy. Woroszylski le prend pour un aventurier, mais affirme que son

(4) *Journal d'une Révolution*, publié en français par *France-Observateur*, du 3 janvier 1957.

programme, pas plus que ses compagnons ne peuvent être qualifiés de fasciste. En tout cas, il n'est pas le maître à Budapest et le colonel Maleter le fait arrêter. Avec Woroszylski, nous rencontrons Georges Lukacs et nous suivons ses efforts pour la création, avec ses amis nagystes, du Parti Socialiste Ouvrier. De jeunes communistes fondent le Parti de la Jeunesse Révolutionnaire. Même atmosphère de création fiévreuse, même enthousiasme révolutionnaire.

Le 3 novembre, les journalistes Polonais partent pour Gyoer. A Acs, ils voient un kolkhoze, qui n'est pas encore dissous. Il le sera, mais personne n'admettrait le retour des seigneurs. A Gyoer, ils cherchent en vain les fascistes annoncés par la presse mondiale. Le Comité Révolutionnaire de Szigeti et Szabo est seul maître du pouvoir. Les ouvriers de l'usine de wagons diffusent des tracts appelant les soldats russes à fraterniser.

Le 4 novembre, c'est le guet-apens contre Maleter, l'attaque russe. Qui se bat contre eux ? « A la jeunesse ouvrière et estudiantine se sont joints maintenant les vieux ouvriers qui avaient auparavant soutenu passivement la révolution. » Au siège du « gouvernement » Kadar, c'est un officier russe qui éconduit les journalistes Polonais...

5. Le grand mérite de la brochure de Claude Lefort (5) est d'avoir paru la première, très tôt. Mais toute médaille a son revers et la documentation, puisée aux informations parues dans la presse française et aux dépêches d'agence des quinze premiers jours, est un peu restreinte. La qualité de l'information s'en ressent parfois, aussi celle de l'interprétation. Les affirmations des « observateurs » sur un glissement à droite, à Gyoer, notamment, sont acceptées en gros, malgré quelques réserves. Les concessions de Nagy sur les revendications nationales et les élections libres sont-elles vraiment des « concessions à droite » ? On peut en discuter. Par contre, il faut lire l'analyse qui est donnée des revendications des Syndicats Hongrois, de même que celle qui conclut que la dissolution des Kolkhozes représentait un pas en avant, une mesure révolutionnaire. Les dernières pages, écrites à la veille du 19 novembre, font allusion à la lutte entre les Conseils Ouvriers et le gouvernement Kadar, mais cette phase primordiale de la Révolution n'a pu évidemment être racontée ni analysée. Je pense qu'on peut aussi discuter l'affirmation suivant laquelle le régime de Démocratie Populaire a abouti à substituer à la « dictature Horthy », « une nouvelle dictature, orientée vers de nouvelles tâches... mais aussi hostile aux masses que la première ». Tracer le signe « à peu près égale » entre la dictature de Horthy et celle de Rakosi risque d'obscurcir la signification de la Révolution Hongroise dans laquelle, jusqu'à nouvel ordre, je vois une révolution *politique* et non pas une révolution *politique et sociale*. L'emploi fréquent du terme « totalitarisme » ne lève pas la difficulté, au contraire. La discussion, en tout cas, peut s'ouvrir.

6. L'étude de François Manuel (6) ne souffre pas des lacunes d'information reprochées à la précédente. Mais c'est qu'elle a paru deux mois plus tard. Elle repose sur une documentation abondante et sur le dépouillement d'un grand nombre de journaux français et étrangers, y compris les staliniens *Daily Worker* et *L'Humanité* dont le rapprochement est parfois fort instructif. Elle cite abondamment textes et témoins. Elle poursuit d'autre part le récit jusqu'à la fin de décembre, relatant la lutte de Kadar contre les Conseils Ouvriers, et analysant le rôle de Kadar comme celui d'une « perche tendue aux conciliateurs », suivant l'expression de Robert Chéramy qui l'a préfacée. Une chronologie sommaire, un index, et des références pour toutes les citations en font un instrument utilisable. L'auteur a eu l'idée de rattacher la Révolution Hongroise à l'Octobre Polonais dans un chapitre spécial. Mais ce rapprochement fait ressortir une des principales faiblesses de son travail : l'analyse du rôle de Nagy et de son groupe, pour lequel il semble hésiter entre plusieurs interprétations, parfois contradictoires. Sans doute une analyse plus poussée, appuyée sur l'expérience polonaise, aurait-elle pu faire apparaître que Nagy, se voulant, comme Gomulka, arbitre entre les masses et la bureaucratie russe, avait joué

(5) *L'Insurrection Hongroise*, édité par « Socialisme ou Barbarie ».

(6) *La Révolution Hongroise des Conseils Ouvriers* (S.P.E.L.).

le rôle de courroie de transmission de la pression de l'appareil. Il y aurait là une interprétation plus plausible que l'orientation droitière « restaurationniste » des concessions dites « à droite » faites par son gouvernement. La discussion, là aussi, reste ouverte. Dans le même ordre d'idées, les textes cités imposent irrésistiblement la conclusion que les dirigeants des Conseils Ouvriers n'ont pas dépassé l'idée qu'ils représentaient les travailleurs pour négocier avec la bureaucratie, avec « l'Etat » comme dit Sandor Racz. Les travailleurs, par leurs Conseils, tendent à s'emparer du pouvoir politique, mais aucune direction révolutionnaire n'a formulé la revendication du pouvoir aux Conseils Ouvriers. Lacune due a l'absence de direction révolutionnaire, comme le suggère Manuel ? Impossibilité circonstantielle de formuler cette revendication, l'*action* des Conseils faisant la preuve, par contre, d'un « sens tactique extraordinaire » comme le pense *Socialisme ou Barbarie* (N° 21, p. 81) ? Nous manquons probablement d'éléments pour en décider. Signalons, pour terminer, un intéressant rapprochement fait par François Manuel entre le programme des révolutions hongroise et polonaise et celui dont Trotsky traçait les grandes lignes dans *La Révolution Trahie* pour la révolution politique en U.R.S.S. Des textes parus depuis, comme celui de Hay dans *Les Temps Modernes* (« Pourquoi je n'aime pas Kucsera ») et celui de Kuczynski, reproduit dans *Socialisme ou Barbarie* montrent que la question vaudrait la peine qu'on l'approfondisse.

7. L'ouvrage de François Fejtö (7) était attendu avec impatience. Vieux militant, ayant rompu avec la Démocratie Populaire Hongroise au moment du procès Rajk, François Fejtö est un honnête homme et un spécialiste. C'est sans doute dans la mesure où on attendait beaucoup de lui qu'on peut dire qu'il a un peu déçu. Certes, toute la partie de l'ouvrage qui mène de la deuxième guerre mondiale aux événements de l'automne 1957, constitue un excellent tableau des conditions générales en même temps que de l'évolution particulière de la Hongrie. Rien n'y est nouveau pourtant pour ceux qui connaissaient les travaux antérieurs de Fejtö, son *Histoire des Démocraties Populaires*, ses articles, dans *Esprit* sur le procès Rajk, dans *Les Lettres Nouvelles* sur l'opposition des intellectuels Hongrois. François Fejtö a repris dans leurs grandes lignes ses chroniques de *France-Observateur*, écrites au jour le jour, et — cela se comprend — parfois très vite. On le regrette d'autant plus que l'article publié ultérieurement par le même auteur dans *Les Temps Modernes* révèle une abondante documentation. On aurait aimé trouver dans le livre de Fejtö les témoignages qu'il n'a pas manqué de recueillir dans les semaines qui ont suivi. On regrette qu'il se contente, dans l'article, d'une brève allusion à la conférence des délégués révolutionnaires de la caserne Kilian. François Fejtö était un de ceux qui pouvaient le mieux nous montrer la Révolution Hongroise *de l'intérieur*, et c'est pour cela qu'on peut regretter que ce livre ait paru *trop vite*. La Révolution Hongroise fut-elle véritablement une « révolution de l'uranium » ? C'est aller bien vite que de l'affirmer, et, sans minimiser le rôle joué par les révélations sur l'accaparement de l'uranium hongrois par les Russes, on peut considérer qu'elles n'ont été, dans la Révolution Hongroise, qu'un facteur secondaire. A la différence des travaux précédents, François Fejtö se réfère moins à Marx qu'à Proudhon. Là aussi, une confrontation plus poussée ne manquerait pas d'intérêt.

8. Georges Mikes, sujet britannique d'origine hongroise, s'est rendu en Hongrie pendant la Révolution, a interrogé de nombreux réfugiés à Vienne et a eu accès, pour compléter sa documentation, aux documents du *Royal Institute of International Affairs*. Georges Paloczi-Horvath, l'écrivain hongrois, a pu dire de son ouvrage (8) qu'il était le meilleur publié jusqu'à ce jour sur la Révolution Hongroise. Il est certain qu'on y trouve un certain nombre de faits et de documents inédits, mais aisément vérifiables : le récit du meeting de l'Université Polytechnique le 22 octobre, les revendications des différents groupes étudiants (celles des élèves de l'Académie Militaire notamment), le texte du discours prononcé devant la statue du Général Bem par l'écrivain Peter Veres, un compte rendu approximatif du discours d'Imre Nagy, amené par Tibor

(7) *La Tragédie Hongroise* (Ed. Pierre Horay).

(8) *The Hungarian Revolution* (Londres, André Deutsch).

Déry au Parlement, dans la soirée du 23 octobre, les diverses déclarations faites ensuite par Nagy au nom du gouvernement. Moins aisément vérifiables, puisque M. Mikes ne peut citer ses sources, sont des comptes rendus qu'il nous donne des conversations entre Nagy et Kadar, d'une part, Souslov et Mikoyan de l'autre, et qui ont, selon lui, abouti au renvoi de Geroe, de Nagy parlant à la radio sous la menace des revolvers d'officiers de la M.V.D... du retour de Mikoyan au matin du 1er novembre et la mise sur pied, dès cette date, de l' « opération Kadar ». Les thèses sont plausibles et M. Mikes a peut-être de bonnes raisons de croire qu'il dit vrai quand il décrit les états d'âme de Nagy sur le point de franchir le Rubicon. Mais cette histoire « événementielle » n'est pas l'essentiel. On cherche vainement plus que des généralités sur le Conseil Central de Budapest : le nom de son président, le jeune ouvrier communiste Sandor Racz, emprisonné par Kadar et menacé de mort à l'heure actuelle, n'est pas cité une fois. Si les détails ne manquent pas sur le gouvernement Nagy, on ne voit pas agir les autorités révolutionnaires de Budapest, le Comité Révolutionnaire des Etudiants en Armes, celui des Intellectuels. Le conflit Dudas-Maleter nous échappe, alors qu'il avait certainement une profonde signification politique. La province apparaît peu ou pas du tout. Surtout, il n'y a rien de concret sur les Conseils, leur rôle, leur fonctionnement. Toute la période finale, après la deuxième intervention russe est traitée très rapidement. M. Mikes n'a pas écrit le livre qu'auraient pu lui permettre d'écrire ses moyens d'investigation.

9. La preuve en est dans le recueil des émissions de radios hongroises qui vient d'être publié en français avec une préface de François Fejtö (9). C'est le véritable document, brut et convainquant. Radio-Budapest de Geroe, Radio-Budapest de Nagy-Kadar, Radio-Kossuth Libre, puis Radio-Budapest de Kadar donnent informations, discours, résolutions, extraits de presse. Certes, il y a des coupures, mais elles étaient sans doute inévitables, et sont parfois « réparées » par des résumés (10). Une introduction fait le point des grands événements de chaque journée. Des notes expliquent. Mais, surtout, il y a les radios insurgées : Radio-Miskolc, Radio-Gyoer. Pour la première fois, on a une vue directe de la révolution en province, des échos des usines, des campagnes. La révolution n'a pas partout suivi le rythme de Budapest : les Russes n'étaient pas partout, ils ne sont pas toujours intervenus. De la grève générale qui a suivi les événements de Budapest sont sortis directement des pouvoirs insurrectionnels. Le pouvoir gouvernemental s'est volatilisé beaucoup plus vite que dans la capitale. Grâce aux radios, on entend la voix des mineurs, celle des métallos, des ouvriers du pétrole, des étudiants. On assiste à leurs efforts pour coordonner le mouvement révolutionnaire, pour faire pression sur Nagy : on voit la grève cesser quand Nagy cède et fait siennes les revendications des Conseils. Le mythe du chauvinisme s'effondre quand on entend Radio-Miskolc s'adresser aux Tchèques et aux Slovaques pour demander leur aide fraternelle, les travailleurs de Dunapentele appeler les soldats Russes à la fraternisation au nom d'Octobre 17. Surtout, on *voit* directement le pouvoir révolutionnaire : c'est la République des Conseils : Conseils des transports, des Chemins de fer, du Bureau du Procureur Général, des Acteurs, des Artistes, des Ministères divers, du Bureau des Assurances, des Douanes, de la Banque Nationale, se succèdent sur les antennes des postes insurgés et de Radio-Kossuth Libre. Tous se taisent quand interviennent les Russes et Radio-Kadar ne diffuse plus que les communiqués des forces de répression et les appels gouvernementaux. Tel qu'il est, et sans autre commentaire, cet ouvrage est la meilleure réponse à tous les calomniateurs de la Révolution Hongroise, de la Révolution des Conseils. Quelques regrets, pourtant : pourquoi avoir arrêté les émissions au 9 novembre ? Radio-Budapest ne s'est pas tue ce jour-là et pendant tout le mois suivant elle a diffusé des informations sur le conflit entre Kadar et le Conseil Central des Ouvriers de Budapest. Des délégués du Conseil Central ont parlé à la radio, Kadar leur a répondu. Là encore, la lutte politique entre Kadar et les Conseils est passée sous silence alors qu'elle est l'aspect, sinon le plus spectaculaire, du moins le plus significatif de la révolution hongroise.

(9) *La Révolte de la Hongrie,* préface de F. Fetjö, Ed. Pierre Horay.

(10) Regrettons simplement que ne soit pas cité le discours de Lukàcs à la jeunesse hongroise, probablement inaudible, mais qui eût été précieux.

Et, puisqu'on a publié les émissions de Radio-Rajk qui n'a été ni identifiée, ni localisée, pourquoi n'avoir pas publié celles du poste clandestin qui a diffusé les ordres de grève générale du Conseil Central en décembre ? Dans les informations sur la répression menée dans tout le pays contre les dirigeants ouvriers et révolutionnaires, dans la dénonciation par la radio de Kadar des « prétentions » politiques des Conseils, n'y avait-il pas un matériel aussi chargé de signification après le 9 novembre qu'avant ? Le second reproche est d'ordre technique : la table des matières par jour est insuffisante et il aurait été utile de pouvoir suivre d'une seule traite, grâce à un index, les prises de position d'organismes révolutionnaires comme les Comités de Miskolc et de Gyoer ou le Comité Révolutionnaire des Etudiants.

10. Dès la fin du mois de décembre, le public américain avait en mains, grâce à l'université de Columbia, un recueil de documents intéressants (11). Le sujet, certes, dépasse la Révolution Hongroise, mais 224 pages des 563 de cet ouvrage lui sont consacrées. A la différence du précédent recueil, il n'y a pas de coupures dans les textes et ceux qui ont été choisis sont intégralement publiés. Et l'on gagne d'un côté ce qu'on perd de l'autre. C'est ainsi que nous sont donnés intégralement les différents discours de Nagy et de Kadar à la radio ainsi que l'intervention provocatrice de Geroe du 23 octobre, des articles de *Szabad Nep*, les commentaires les plus importants de la *Pravda* et de *Borba*, le discours de Tito à Pola. Mais l'auteur, M. Zinner, a voulu sélectionner seulement les documents « officiels » et c'est un critère bien fragile en période révolutionnaire. Le nombre des documents émanant des Conseils est faible et on se demande en quoi celui du Comité de Debreczen du 30 octobre (inédit à ma connaissance) ou celui de Miskolc du 28 octobre sont plus officiels que d'autres. Enfin, comme bien d'autres, M. Zinner a enterré trop tôt la Révolution Hongroise et le dernier document hongrois est daté du 5 novembre. Encore une fois, c'est profondément regrettable.

(11) *National Communism and Popular Revolt in Eastern Europe*, a selection of documents on events la Poland and Hungary, February-November 1956, édité par Paul E. Zinner, Columbia University Press.

Un certain nombre de revues ont fait également un gros effort pour donner au public une documentation sur la question hongroise. Les éditions Pierre Horay ont publié le numéro de l'insurrection de la Gazette Littéraire (*Irodalmi Ujzag*), l'organe de l'Association des Ecrivains. Le recueil de textes des *Temps Modernes* (Numéro spécial sur « La Révolte de la Hongrie ») est précieux, puisqu'il permet de suivre, à travers les écrivains, la montée de la révolution hongroise, ses motifs et ses objectifs. La revue *Socialisme ou Barbarie* publie dans son numéro 21 des documents, récits et textes de grande valeur, notamment une étude d'un Hongrois qui signe Pannonicus sur « Les Conseils Ouvriers de la Révolution Hongroise ». La revue autrichienne *Forum* a publié chaque mois une précieuse chronologie, « Chronik des Ungarischen Freiheitskampfes » et des articles, notamment de Wilmos Vaszonyi, membre du Comité Révolutionnaire des Etudiants. Elle annonce une étude intitulée « Die Falschungen von Budapest » avec des textes de Fossati, Fryer et du communiste autrichien Franz Philipp. Tout cela est énorme, mais encore insuffisant : c'est, par exemple, toute la presse de l'insurrection que nous voudrions connaître, les journaux des conseils, des comités, des étudiants. Nous ne pouvons espérer avant longtemps les reportages de journalistes Polonais qui n'ont pas pu paraître, mais il faudrait au moins publier en France ceux qui ont été publiés en Pologne (par exemple, les Lettres à un ami de Marian Bielicki à Radio-Varsovie, dont des extraits ont paru dans l'hebdomadaire socialiste américain *Labor Action*). Il faut surtout donner la parole aux Hongrois eux-mêmes, et on peut attendre beaucoup, à cet égard, du projet de création d'un Institut d'Etude de la Révolution Hongroise.

⁂

La première vague d'études, reportages, textes et documents a eu, au moins, un immense mérite : celui de balayer irrévocablement les calomnies staliniennes sur la « contre-révolution fasciste et horthyste ». Là-dessus, tous les témoins sont d'accord. Ce n'était pas une mince tâche, et elle a été menée à bien. Mais ce n'est quand

même qu'une première étape. Nous avons vu en passant que des problèmes se posent qui ne sont pas des questions académiques, mais des questions vitales pour le mouvement ouvrier mondial qui aura, à son tour, à les résoudre pratiquement, ici ou là, dans un avenir proche ou lointain. Essayons, à titre indicatif, de retenir, pour les lecteurs d'*Arguments* quelques têtes de chapitre.

1. *L'Etat et les Conseils :*

Tout le monde est d'accord pour reconnaître aujourd'hui que les Conseils Ouvriers Hongrois n'étaient pas de simples organismes consultatifs, mais de véritables Conseils de gouvernement, des organismes politiques ; en un mot, après Fryer et Fejtö, on peut dire que la Révolution Hongroise a été une révolution *soviétique*. Il est non moins incontestable que tous les conseils, tous les soviets hongrois, ont réclamé des élections libres pour désigner un nouveau Parlement. Or, qu'on le veuille ou non, il y a là contradiction entre ce que Trotski appelait le « système électoral soviétique, fondé sur les groupements de classe et de production » (et qui est celui qui a été effectivement *mis en pratique* par les révolutionnaires hongrois dans la constitution de leurs comités locaux et régionaux) et le « système de la démocratie bourgeoise, basé sur ce que l'on appelle le suffrage universel, égal et direct de la population atomisée » (et qui est ce que les mêmes Conseils ont *tous* revendiqué).

Or, le 29 octobre, les étudiants de Sopron ont réclamé « un nouveau Parlement constitué avec des représentants des Conseils Nationaux des villes et des villages » ; le 2 novembre, le Conseil de Borsod a demandé un « Comité Révolutionnaire National » désigné de la même manière. Nous pensons qu'à travers ces propositions pour un Parlement Ouvrier sur une base *soviétique*, se dessinait une orientation qui devait, tôt ou tard, s'opposer à celle d'un Parlement élu au suffrage « universel, égal et direct », d'où la possibilité d'un conflit analogue à celui, en 17, en Russie, entre Constituante et Congrès des Soviets. Il est impossible d'esquiver cette discussion et elle sera riche d'enseignements. Dans les spéculations sur l'avenir de la Révolution Hongroise, on a fréquemment tracé la perspective d'une Hongrie « socialiste et neutre » analogue à l'Autriche. Mais c'est esquiver le double problème de la *nature de l'Etat* et des *rapports de production*. Pour que la Hongrie devienne une deuxième Autriche, il eut fallu une révolution *sociale*, c'est-à-dire, la restauration des rapports de production capitalistes (que personne ne nie en Autriche) et nous pensons, quant à nous, qu'elle eût du se faire contre le pouvoir des Conseils.

2. *La pluralité des partis :*

Tout le monde est d'accord aussi pour constater, dans la fiévreuse explosion de liberté de la victoire, la naissance ou la renaissance des différents partis politiques. Mais, si tous les Conseils ont réclamé la *pluralité* des partis, rien ne permet d'affirmer qu'ils aient voulu faire de leur liberté *totale* la base du nouveau régime politique. Le Comité Révolutionnaire des Etudiants (3 novembre), le Conseil de Borsod-Miskolc (2 novembre) ont regretté cette renaissance et la division qu'elle entraînait.

Mieux encore : le Conseil de Miskolc affirme (1er novembre) : « Nous ne voulons pas des partis bourgeois, mais nous acceptons les partis qui ne se sont jamais opposés aux revendications populaires, comme le parti social-démocrate. » Les Conseils Ouvriers du XIe (12 novembre) et, après eux, le Conseil Central, ne veulent voir participer aux élections que les Partis « qui reconnaissent et ont toujours reconnu l'ordre socialiste, fondé sur le principe que les moyens de production appartiennent à la communauté ». Nous pensons que là, les révolutionnaires Hongrois sont allés, dans le sens de la limitation de la liberté (en définitive, de la dictature du prolétariat exercée par ses Conseils) plus loin encore que Trotski qui, réclamant la « légalisation des partis soviétiques » comme une des revendications de la révolution antibureaucratique, précisait, dans « *Le Programme de Transition* » : « Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques. »

3. *Le problème du Parti Révolutionnaire :*

Il est clair que l'avant-garde révolutionnaire en Hongrie, non seulement rejetait résolument la conception stalinienne du

Parti, mais a définitivement critiqué son essence même, en détruisant systématiquement l'appareil sfalinien. Mais cela signifie-t-il le rejet absolu de la conception léniniste du Parti révolutionnaire ? Les révolutionnaires Hongrois se sont-ils ralliés totalement à une conception de *spontanéité* absolue ? Nous manquons d'éléments pour répondre. Le Parti Révolutionnaire de la Jeunesse a-t-il voulu être une nouvelle forme d'organisation de l'avant-garde, une nouvelle direction révolutionnaire ? Ou ne faisait-il, comme le pensent certains, que répondre à la « mode » de création et de recréation de partis politiques ? Le texte signé « Hungariscus », publié dans *France-Observateur* du 31 janvier par François Fejtö dit que « l'histoire a sévèrement jugé... l'opposition communiste... pour avoir manqué de s'organiser en force indépendante ». Nous pensons que les communistes hongrois qui l'ont rédigé posent ainsi, à la lumière de leur expérience et de la défaite de la Révolution, le problème de l'organisation de l'avant-garde et de son rôle. Sur cette question vitale, nous avons besoin de documents et de réponses.

4. *Les problèmes économiques de la période de transition :*

Ce ne sont pas ces problèmes qui ont été mis au premier plan par la Révolution : ils ont pourtant été posés. Sur le rôle des Conseils Ouvriers dans l'administration et la gestion des entreprises, sur leur place dans l'élaboration du plan, sur le système des salaires et notamment sur la hiérarchie, sur l'organisation de l'agriculture et le sort des collectivités, la Révolution Hongroise constitue une mine précieuse et un bouillonnement d'idées et d'initiatives que nous avons besoin de connaître et de discuter, même si, par la force des choses, ce sont les aspects politiques de la Révolution qui ont pris le dessus pendant la brève période de l'indépendance.

⁂

Nous espérons avoir, dans cette brève étude critique, montré qu'au delà de la première tâche de défense immédiate de la Révolution Hongroise contre ceux qui ont voulu la salir ou la défigurer, il reste encore beaucoup de chemin à faire. La véritable défense de la Révolution Hongroise doit maintenant largement dépasser ce premier stade indispensable. Il faut que ses leçons et son expérience passent dans la conscience du mouvement ouvrier mondial. Bien sûr, la tentation existe, pour chacun, de tirer la couverture à soi et de ne voir dans les événements révolutionnaires de Hongrie, que la confirmation de ses propres idées. Mais, quoiqu'aucun de nous n'y ait sans doute échappé, c'est une tentation qu'il faut à tout prix surmonter. Il m'a semblé qu'*Arguments*, par sa physionomie même de « bulletin de recherches, de discussions et de mises au point ouvert à tous ceux qui se placent dans une perspective à la fois scientifique et socialiste » avait un rôle immense à jouer dans cette perspective. Je suis persuadé qu'il le fera.

PIERRE BROUÉ.

POST-SCRIPTUM

Un certain nombre d'autres ouvrages ont paru sur la Révolution Hongroise. Faute d'en avoir pris connaissance, je dois me contenter de les citer :

Luigi Fossati, le correspondant de l'*Avanti*, a publié en Italie, chez Einaudi, *Qui Budapest.*

Peter Fryer a publié une nouvelle brochure : *Hungary and the Communist Party : un appeal against exclusion.*

Fritz Molden et Eugen Pogany, de *Die Presse* de Vienne, ont publié *Ungarns Freiheitskampf.*

Aux U.S.A., ont paru, en outre :

De Andor HELLER, réfugié Hongrois : *No more comrades* (Ed. Regnery).

De Laszlo BEKE, étudiant réfugié : *A student's diary* (Viking) et de James A. Michener : *The Bridge at Andau* (Random House) écrit après enquête menée parmi les réfugiés par un écrivain américain.

QUELQUES REFLEXIONS A PROPOS DE L'ETUDE DE LA REVOLUTION HONGROISE

Certes, et sur ce point, je suis entièrement d'accord avec Pierre Broué, l'étude minutieuse de la Révolution d'octobre reste encore à faire. Tout ce que cette première

« vague » d'analyses et de témoignages a pu faire, c'était de déblayer le terrain, de dissiper les illusions et les malentendus les plus flagrants, de faire, à partir de connaissances trop fragmentaires, quelques premières synthèses. Ce n'est pas assez. Mais ce n'est pas peu non plus. Les témoignages que recueillera l'*Institut d'Etudes de la Révolution hongroise*, dont on projette la constitution sous l'égide du Conseil Révolutionnaire hongrois en exil, et que nous souhaitons les plus nombreux possibles, meubleront sans doute les cadres que nous avons préparés, concrétiseront des points vagues ; mais il n'est pas dit qu'ils nous obligeront à modifier essentiellement l'image que nous nous sommes faite de la Révolution.

Ainsi, le document extraordinaire que constitue le texte des émissions des radios hongroises d'octobre et de novembre captées en Occident et que Pierre Horay vient de faire paraître en traduction française (1) confirme le caractère « national-populaire » de la révolte. C'était une révolution « contre » — non contre la révolution, comme le disent les communistes et ce qui est une absurdité, — mais contre une dictature importée, un régime oppressif et qui a usurpé le nom « socialiste ». Togliatti a reproché aux Hongrois (2) d'avoir fait au XXe siècle, siècle atomique, celui de la grande confrontation entre le collectivisme et le capitalisme (?), une révolution « romantique », anarchisante, libérale, à la 1848. Mais cette « rechute » vers le national, le libéral, aux dépens des thèmes socialistes, constatée par Togliatti, ne vient-elle pas tout simplement du caractère régressif du régime stalinien ? Idéologiquement, sentimentalement, Rákosi avec son absolutisme despotique à la 1815, a rejeté les Hongrois de 1956 vers Petöfi et Kossuth. Et c'était encore le meilleur cas : puisque Petöfi et Kossuth étaient des nationalistes démocrates, progressistes, anti-cléricaux. On pouvait craindre pire : l'explosion de l'anticommunisme sous une forme bien plus rétrograde, franchement réactionnaire, antisémitique. Togliatti semble oublier qu'il y a des peuples, à l'Est de l'Europe aussi bien qu'en Asie, qui n'ont pas fait encore leur révolution (ou évolution) bourgeoise. Les communistes, en 1945, se sont fixés comme tâche l'achèvement de cette révolution. Mais faisant preuve d'un simplicisme sociologique ahurissant, ils ont proclamé, en 1949, *ex cathedra*, ce stade de l'évolution terminé : la république démocratique bourgeoise a vécu ; on passera vite au second stade, celui de la dictature du prolétariat, pour courir précipitamment vers l'ère glorieuse du communisme. Qu'est-ce, sinon un dilettantisme idéologique des plus monstrueux, et qu'on nous a présenté comme relevant de l'esprit scientifique le plus rigoureux ? Les Staliniens confondent doctrine et science ; et ils ont abouti, à force de transformer le marxisme en un instrument de domination bureaucratique, à une conception « mécaniste » de la société et de l'histoire qui est à la base des pires aberrations des années 1949-1953.

On trouvera à ce propos des détails fort instructifs dans une étude sur les « origines » de la révolution hongroise, due à des « communistes clandestins » hongrois et dont nous publions une analyse dans le numéro de juin des « Lettres Nouvelles ». La partie la plus intéressante de cette étude est celle où l'on nous démontre comment le « rákosisme » a réussi à dresser contre le régime populaire et à pousser dans les bras de la « réaction noire » des couches sociales tout entières : artisans, petits commerçants, professions libérales, intelligentsia, paysans moyens, paysans pauvres, enfin, l'immense majorité du pays qu'avec une politique plus raisonnable, plus souple, on aurait pu neutraliser sinon gagner au socialisme. Dans ces conditions, devant l'impopularité du régime « en bloc », avec « l'alliance entre la classe ouvrière et de la paysannerie » devenue une phrase vide de sens, Nagy et ses amis (tout comme Gomulka en Pologne) essayèrent de sauver les cadres acquis du socialisme par une politique de réconciliation pratiquée à l'égard des « couches intermédiaires », afin de les arracher à la réaction. Mais son « communisme démocratique et national », paternaliste, conciliant à l'égard de la paysannerie et de la classe moyenne, n'aurait pu tenir qu'à trois con-

(1) *La Révolte de la Hongrie*, d'après les émissions des radios hongroises, octobre-novembre 1956, avec une préface de François Fejtö. Notons aussi la prochaine publication d'un important recueil de documents sur la révolution hongroise par Laski, aux éditions du Congrès pour la liberté de la Culture.

(2) *Rinascita*, mars 1957. L'étude de Togliatti constitue avant tout une critique des écrivains groupés autour de la « Gazette littéraire » de Budapest.

ditions : 1° que l'appareil communiste l'adopte, 2° que les Soviétiques y consentent et 3° que la majorité de la population y voie un moindre mal. Les deux premières conditions ayant fait défaut, le « nagysme » s'écroula peu de temps après le « rákosisme ». Il ne restait plus alors d'autre alternative pour la Hongrie que la démocratie politique à l'Occidentale — ou Kádár, restaurant le rákosisme avec l'appui des tanks soviétiques. Mais les élections libres, en Hongrie, quel aurait pu en être le résultat ? N'auraient-elles pas conduit à la destruction progressive de toutes les acquisitions démocratiques et socialistes, de l'école laïque jusqu'aux nationalisations ? Notons d'abord, à ce propos, que vers le 31 octobre, *la quasi unanimité* du pays réclamait les élections libres. Et — c'est là aussi un fait à souligner — *les conseils ouvriers étaient les premiers à les réclamer.* Ces conseils auraient-ils donc été contre-révolutionnaires, comme le dit Kádár ? Non. Ils étaient révolutionnaires, dans le sens où leur revendication : gestion ou co-gestion ouvrière, peut être considérée comme révolutionnaire ; mais en même temps, les conseils étaient nettement dominés par les social-démocrates. Or, les social-démocrates hongrois, c'est à peu près comme si nous disions : socialistes autrichiens. Mêmes qualités, mêmes défauts, mêmes traditions, mêmes limites. D'ailleurs, il est plus que probable que la structure politique que la Hongrie se serait donnée après des élections libres, aurait fortement ressemblé à celle, actuelle, de l'Autriche : coalition entre un grand parti de centre-droite (petit-propriétaire ou chrétien-démocrate) et un parti social-démocrate. Ce qui aurait prêté en revanche, un caractère plus original à la politique hongroise par rapport à celle de l'Autriche, c'est l'existence d'un parti national-paysan (Parti Petöfi) révolutionnaire-agraire, progressiste, favorable aux coopératives agricoles, dirigé par quelques-unes des meilleures intelligences du pays (Illyés, Németh, Bibo) et ayant un fort ascendant sur la jeunesse ; puis celle d'un parti communiste national, avec Imre Nagy à sa tête; enfin le dynamisme propre aux conseils ouvriers. Tableau contradictoire, confus si l'on veut, recelant des dangers de régression, mais aussi des facteurs de progrès autrement vivants que le régime Kadar. Mais, en général, une démocratie politique correspondant au niveau social, intellectuel, politique du peuple intéressé, est-elle vraiment une forme de gouvernement rétrograde par rapport à une dictature, dite socialiste, mais qui est en fait une structure superposée à la nation, sans contact avec elle ?

C'est là, me semble-t-il, le problème historique le plus important posé par la révolution hongroise. On sait que le slogan le plus populaire de cette révolution a été « retour à 1945 », c'est-à-dire à l'année de l'instauration de la démocratie « bourgeoise », de la réforme agraire, des premières nationalisations, etc... Tout se passe comme si les Hongrois avaient l'impression que les Russes leur avaient *volé* cette révolution bourgeoise qu'ils avaient envie de faire, alors que les facteurs intrinsèques, objectifs d'une révolution socialiste, faisaient défaut. Ainsi les socialistes hongrois se trouvent en face d'un problème tout semblable à celui que les bolcheviks avaient affronté lors de la si décisive conférence de leur Parti en avril 1917 : faire bloc avec la démocratie bourgeoise ou précipiter le passage vers la révolution « socialiste », étant donné que la démoralisation de la classe dirigeante permettait cette aventure ? Notons que, profitant de l'atmosphère dégelée d'après le XXe Congrès, un historien soviétique, E. N. Bourdjalov, a publié dans les numéros 4 et 8 de la revue *Voprossi Istorii* des études fort intéressantes sur les discussions bolcheviks de mars-avril 1917, révisant les appréciations staliniennes, simplistes et tendancieuses. Mais l'AGITPROP eut vite fait de s'apercevoir du danger que représentait une analyse objective de ce moment crucial de l'évolution de la Russie : et la revue *Komounist,* dans son numéro d'avril 1957, dénonce vertement « l'objectivisme », le « subjectivisme », et enfin le déviationnisme de Bourdjalov qui a poussé l'audace jusqu'à trouver raisonnables certaines attitudes « opportunistes » de Kamenev. L'on voit donc que si les Hongrois ont la nostalgie de 1945, les Soviétiques, eux, et pour les mêmes raisons, ont tendance à réfléchir sur ces deux mois de mars-avril 1917 qui, en fait, « ébranlèrent le monde ». Ce qui nous amène à penser qu'on ne saurait étudier la révolution hongroise sans une analyse « comparée » des problèmes structuraux hongrois avec ceux de la Russie, de la Pologne et des autres pays de l'Est.

FRANÇOIS FEJTO.

A PROPOS DE L'ARTICLE DE BROUE

Il me semble que Broué ne saisit pas le véritable rôle de François Fejtö dans les milieux de gauche en France. Il en fait un journaliste parmi d'autres journalistes.

Or, deux fois dans l'histoire récente, au moment du procès Rajk et au moment de la révolution hongroise, F. F. a joué un rôle qu'on ne saurait sous-estimer. Ce rôle est peut-être moral comme on dit, insaisissable pour une analyse politique ou historique ? Hé bien on verra dans cette incapacité à saisir un aspect important (« existentiel ») de la réalité une limite et une grave insuffisance de l'analyse « historique » ou « politique » au sens où l'entend Broué.

Au moment de l'affaire Rajk, on ne saurait oublier que F. F. s'est porté garant de l'innocence de son ami, que cette assurance a convaincu Emmanuel Mounier et l'équipe d'ESPRIT, qu'elle a touché aussi bon nombre de jeunes communistes encore victimes des mythes staliniens (dont j'étais à l'époque). D'autre part, il est important de noter que F. F., au contraire des réfugiés politiques des démocraties populaires, est resté un homme de gauche au sens politique et moral du mot.

Lors de la formation du gouvernement Nagy, F. F. a joué un rôle considérable puisque c'est *lui seul* qui a fait connaître (par l'A.F.P.) ou diffusé dans les journaux de France (le *Monde*, l'*Observateur*) et du monde entier, les événements que Broué traite comme une « matière première » non élaborée ! C'est F. F. qui, le premier, à propos des Conseils ouvriers, a prononcé le mot de « *Soviets anti-soviétiques* », alors que les oppositionnels habituels au stalinisme en étaient encore à parler d'une simple *opposition politique*. Les renseignements qu'il obtenait de première main (puisque ses amis alors au pouvoir le renseignaient heure par heure) lui ont permis de donner à la révolution hongroise *son* visage. Ce n'est donc pas seulement un travail de journaliste qu'a accompli F. F. Ignazio Silone le remarquait dans une conversation récente en lui disant qu'il avait été, lui, l'homme seul, plus fort qu'un appareil de parti !

Il me semble qu'on aurait intérêt à tenir compte, dans l'analyse des événements historiques, du rôle des médiateurs entre les événements bruts et leur prise de conscience par un public informé. Ainsi, la révolte jusqu'au XIXe siècle n'est devenue révolution que par l'entremise des poètes comme Byron ou Hugo ; on peut dire la même chose pour l'Espagne de 1935 : sans les intellectuels qui firent de cette guerre une réalité épique, elle serait aussi mésestimée que l'a été longtemps la commune de 71 qui n'a pas eu ses *médiateurs*.

J'insiste là-dessus parce que la bonne analyse de Broué reste trop traditionnellement politique et historique : elle ne tient pas compte des plans en profondeur de la réalité elle-même, du double-jeu de l'action et de la conscience, mouvement *involutif* interne dont l'examen permet seul d'échapper à « l'historicisme » ! (1).

J. D.

CENTRALISME DEMOCRATIQUE ET LUTTE DE TENDANCES

Hervé soutient qu'il faut rétablir, au sein du parti, les luttes de tendances. Certes, elles ont existé avec Lénine — et non avec Staline. Mais ce qui exista plus encore, du temps de Lénine, c'est que lui-même n'a jamais imposé ses propres vues. Souvent, Lénine était seul de son avis ; il s'inclinait devant la majorité du comité central ; même, après Octobre, Lénine ne prit aucune décision personnelle. Les preuves de Trotzki sont formelles (« Ma Vie », par Trotzki). La maîtrise de Lénine, dans l'orientation politique qu'il insufflait au parti, reposait sur deux principes cardinaux : le respect des décisions du comité central et l'appréciation chaque fois nouvelle de la situation. Privé de ce dernier don, Staline s'est cru autorisé à se passer du premier terme de l'équation... Pas plus que Staline, Lénine n'a toléré des luttes de tendances ; simplement , il les reconnaissait longtemps avant même que leur porte-parole dans les instances suprêmes du parti les eussent exprimées et il démontrait la faille de chacune d'elles. Son centralisme démocratique était issu d'une exigence plus profonde que la simple postulation, au sein d'un parti révolutionnaire, de tendances contradictoires ; il

(1) Quant au livre lui-même, il faut simplement remarquer que le dernier chapitre s'appuie sur les articles de l'*Observateur* et du *Monde* sans lesquels Broué n'aurait pas été averti. Ils se ressentent sans doute d'une certaine rapidité rendue nécessaire par l'actualité. Mais tout le reste du livre est *la seule analyse jusqu'ici publiée en France de la pénétration sociologique de l'idéologie et de la terreur stalinienne dans le mécanisme d'une communauté.*

était né de son génie politique même et s'identifiait avec lui. C'est pourquoi ses successeurs se trouvèrent déchirés — et se trouvent encore aujourd'hui déchirés — entre l'alternative de reconnaître ces tendances, mais comme des choses déjà exprimées, douées d'une réalité idéologique, sociale ou économique, ou de les supprimer par l'interprétation scolastique du centralisme démocratique.

Dans un parti révolutionnaire, il n'y a de lutte de tendances possible que s'il existe une médiation entre elles et la volonté des masses, bien éloignée souvent de ces tendances mêmes. Quand Staline « supprimait » la démocratie à l'intérieur du parti, il ne supprimait, en fait, absolument rien ; il annulait seulement une médiation qui existait du vivant de Lénine, grâce à Lénine, grâce à cette radicale façon d'envisager chaque fois la situation et d'en apprécier souverainement l'aspect le plus avancé, le heurt des contradictions qui se poursuivait dans la lutte quotidienne. Lénine disparu, les tendances purent effectivement s'exprimer — c'est-à-dire perdre leur caractère immédiat, dont seul Lénine pouvait saisir l'amplitude — et devenir des tendances ouvertes, des tendances de droite ou gauchistes, des tendances « boukhariniennes » ou « trozkistes ». On a longtemps considéré la position de Staline comme celle d'un « centriste ». I. Deutscher le montre s'appuyant tour à tour sur l'aile droite du parti contre Trotzki, puis sur l'opposition de gauche contre Boukharine et Rykov ; ce calcul politique trahit l'inconsistance de la notion d'un « centrisme » au sein d'un parti révolutionnaire : Staline, jouet lui-même des tendances exprimées, claironnées et représentées au comité central, a usé de celles-ci pour supprimer ce qui n'existait plus, pour leur substituer une fausse unité d'action, un faux centralisme démocratique, un semblant de léninisme, ayant perdu la force vitale du léninisme, *l'appréciation exacte de la situation.*

C'est pourquoi, dans sa lutte contre Staline, Trotzki s'est absorbé à justifier, à l'avance, ce qui ne pouvait être justifiable : le recours à l'explication par la bureaucratie, par l'apparition d'une nouvelle couche sociale d'hommes — petits Staline multipliés à l'infini et résumant l'action politique, non dans la reconnaissance des tendances existant dans le parti, mais dans leur négation, dans leur liquidation idéologique et physique. La bureaucratie stalinienne — dont Trotzki a justifié l'existence comme inévitable au développement de la grande industrie et des méthodes de planification — n'incarne, en fait, aucune tendance précise ; elle est aussi bien à droite qu'à gauche, selon que cela favorise son maintien à la tête du parti — mais maintien privé de son contenu politique réel, de sa force révolutionnaire. Aucun stalinien n'échappe à ce dilemme, à ce déchirement dont il est incapable d'exprimer — de médiatiser dans l'action, comme Lénine — les différentes secousses. Du reste, ni l'élimination de Trotzki, ni la liquidation de Zinoviev, Kaménev, Boukharine, etc., n'ont supprimé, *même en Staline,* l'existence des tendances dont ils étaient momentanément les incarnations. Personne n'a médiatisé les contradictions de Staline ; le parti s'est identifié à ces « caprices » comme aux analyses de Lénine ; le centralisme démocratique a « fonctionné » pour rien.

On parle beaucoup du « retour à Lénine » dans le parti et ailleurs. Mais comment ne s'aperçoit-on pas que ce « retour » est impossible sans Lénine lui-même ? Comment des marxistes feignent-ils de croire que l'intelligence politique de Lénine, la création vivante de son parti, l'action intransigeante, solitaire qu'il a menée en son sein, soient *séparables, isolables,* comme les conditions objectives de son époque, de sa personnalité ? La faiblesse de Trotzki, l'inconsistance constante de l'opposition de gauche en face de Staline n'ont pas d'autre explication que la simplification qui s'est opérée, à ce moment dans l'esprit de Trotzki, à l'égard des implications profondes d'un mouvement qui portait au pouvoir à la fois Staline et lui-même. Seul, de tous les membres du comité central en fonction à la mort de Lénine, Trotzki était armé pour être davantage qu'un Trotzki. Sa responsabilité était engagée plus que sa personne : il a justifié celle-ci à l'aide de celle-là. Ce Trotzki non surmonté a permis Staline, ses erreurs, ses crimes et la faillite de ce que Sartre a nommé : « le socialisme dans un seul pays reproduit dans tous les pays ».

Hervé demande le rétablissement de la lutte des tendances au sein du parti révolu-

tionnaire. Cette demande apprend moins que ces tendances existent — et elles existeront toujours, qu'on les qualifie de « tendances bureaucratiques » ou de « tendances gauchistes », etc... — qu'elle ne souligne le fait tragique qu'elles n'ont pas trouvé une médiation dans la praxis. C'est en quoi Lénine précisément respectait — et peut-on dire prévenait le mieux — son « centralisme démocratique ».

Ce qu'il est nécessaire d'apprendre à Hervé est la caducité du centralisme démocratique, dès qu'il ne se médiatise pas, dès qu'il ne s'innove pas constamment tel par la justesse d'une action *en avance* d'un rien sur celle des masses, par la reconnaissance d'une action de classe couvrant ces tendances mêmes, les réunissant sans pour autant les autoriser à se développer *formellement* dans le parti. *Le centralisme démocratique n'est tolérable que dans son dépassement ;* son application seule n'est qu'une étape de la critique, étape nécessaire, mais non suffisante. L'essentiel est de savoir si ce dépassement est encore possible au sein du parti communiste par le seul fait que les « tendances » y seraient rétablies — donc, annoncées, mais par qui — ? La démocratie à l'intérieur du parti peut-il le sauver encore ou faire apparaître seulement que le centralisme démocratique, instrument médiatisé par Lénine — et par lui seul — s'oppose précisément à ce qu'il y ait un parti révolutionnaire authentique ?

ANDRÉ FRANKIN.

Y A-T-IL UNE PHILOSOPHIE MARXISTE ?

Marx intervient après Hegel. Il dénonce dans la philosophie un mode particulier de l'aliénation de la conscience, une illusion idéologique, une forme de la superstructure idéaliste, une sublimation, une abstraction. « *La philosophie et l'étude du monde réel sont entre elles comme l'onanisme et l'acte sexuel* » écrit-il (t. VII, p. 254). La réalité empirique étant elle-même aliénée — les hommes et les choses perdant leur être et se réifiant — la philosophie n'est que le complément idéal (et doublement aliéné) d'un monde qui n'en est pas un. Logique, métaphysique, philosophie de la nature et philosophie de l'histoire, histoire de la philosophie et éthique, matérialisme et spiritualisme, subjectivisme et objectivisme sont tous incapables de résoudre les problèmes humains et historiques, parce qu'ils les envisagent d'une manière théorique. Seule la pratique réelle, sensible, matérielle, productive et sociale est à même de résoudre les énigmes — celles qui peuvent et doivent être résolues puisque « *l'humanité se propose uniquement des tâches qu'elle peut résoudre ; car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que la tâche ne surgit que là où les conditions matérielles pour la résoudre existent déjà ou sont, du moins, en voie de devenir* ». Et le héros de cet accomplissement, tout en étant appelé homme total, est le « *matérialiste pratique* », l'homme déployant une activité polytechnicienne.

Marx réclame radicalement la négation, la suppression, l'annihilation « *de la philosophie en tant que philosophie* ». Il vise cependant son dépassement *par et à travers sa réalisation* dans la dialectique réelle et matérielle de la praxis transformatrice. En se transformant en énergie pratique et volonté active, la philosophie cesse d'être : « *sa réalisation est sa perte* » (t. I, p. 76). Elle sera remplacée par la science — une science unitaire et globale, science de la nature et de l'histoire des hommes (la nature historique et l'histoire naturelle se conditionnant réciproquement). La pensée philosophique marxienne est une philosophie qui veut dépasser la philosophie en tant que philosophie. Il n'y a guère de dialectique spéculative chez Marx, ni de dialectique de la nature ; il n'est nulle part question de matérialisme dialectique (ontologique ou logique) ; sa philosophie de l'histoire — le matérialisme historique — exige la *Aufhebung* radicale de toute pensée philosophique et l'instauration de la collectivité humaine ; l'*ego* se trouve ainsi *généralisé* et *universalisé*, le *cogito* devient *production*.

Il nous faut, dès lors, poser deux questions : 1° qu'entend-on par philosophie marxiste puisque Marx exigeait le dépassement de toute philosophie ; 2° la philosophie en tant que philosophie a-t-elle pris fin avec Marx.

I. *Qu'entend-on par philosophie marxiste ?*

Si nous entendons par philosophie un certain type de pensée qui cherche la vérité de l'être en devenir de la totalité, pouvons-nous encore parler de philosophie marxiste,

quand Marx lui-même voulut mettre un point final à la philosophie ?

C'est Engels qui donna sa forme systématique et doctrinaire à la « philosophie marxiste » : sur la base d'un grossier matérialisme « ontologique », il édifia la dialectique matérialiste de la « pensée » et celle de la nature (matérialisme dialectique) ainsi que celle de l'histoire.

Sous le couvert de philosophie marxiste se développe une interprétation sociologique (soi-disant conforme au matérialisme historique) de l'histoire de la philosophie, rivalisant en platitude avec toute la doxographie positiviste, un bavardage sans fin sur la logique dialectique et la théorie matérialiste de la connaissance, des mises au point « philosophiques » sur la physique, la biologie et la psychologie, des discours sur l'esthétique du réalisme socialiste ; tout cela a lieu au nom de la « philosophie » marxiste et, de plus, scientifique. En U.R.S.S. et en Chine, dans les démocraties populaires et chez les marxistes des pays capitalistes, on cultive cette « philosophie » en se référant toujours à une orthodoxie qui ne peut et ne doit jamais être définie et qui, pareille au juge de Kafka, pèse par son absence. La pensée de la totalité cesse ainsi d'être pensée et de saisir la totalité et se mue en système idéologique totalitaire excommuniant les hérétiques.

Il y a certes des écrivains qui se veulent marxistes ouverts et non scolastiques. Mais eux, ou bien ne savent pas de quoi ils parlent en se réclamant de la philosophie marxiste, ou bien confondent la pensée de Marx avec le matérialisme scientiste et le sociologisme positiviste. Ils proclament *vivant* ce que Marx considérait comme *mort*.

II. *La philosophie est-elle morte ?*

Demandons maintenant : la philosophie en tant que philosophie a-t-elle pris fin avec Marx ? Qu'en est-il de la thèse marxienne affirmant la suppression de la philosophie et non pas sa régénération par une nouvelle *philosophie* révolutionnaire ? Faut-il la prendre au sérieux ? La philosophie peut-elle encore se développer du fait que le dépassement de l'aliénation n'a pas eu lieu ? Mais ne tombe-t-elle pas, alors et de nouveau, sous les coups de l'aliénation ?

Tout ce qui se donne pour de la philosophie ne l'est pas. Ni la philosophie universitaire noyée dans l'érudition historiographique, les systématisations exangues et la segmentation en branches de la pensée, et chrétienne, ni la philosophie du dimanche, ni la philosophie marxiste ne sont de la philosophie. L'érudition et la pédagogie, la théologie et la culture générale, la critique et l'idéologie ne sauraient aucunement être considérées comme de la philosophie. Celle-ci, depuis Héraclite jusqu'à Marx, fut la forme la plus concentrée de la pensée ; elle concerne le monde dans sa totalité ou elle ne concerne rien. Ce qui ne signifie guère qu'il n'y ait pas une idéologie marxiste (tantôt percutante, tantôt aliénée), une pensée marxiste et une analyse marxiste du monde social extrêmement pénétrante. La pensée déborde étrangement la philosophie. La pensée marxiste — terriblement entâchée d'idéologie et d'abstraction — est néanmoins profondément significative, bien que personne ne saurait circonscrire son essence, sa portée et ses limites. Comme toute pensée, elle est polyvalente et multidimensionnelle. Mais même la pensée marxiste, qui n'est pas de la philosophie, ne cesse d'être trébuchante — ou impérialiste. Il s'agit de la penser.

Il s'agit donc de penser la pensée de Marx dans toute sa génialité historique et mondiale et dans toute sa limitation ; car elle rétrécit aussi l'horizon du monde. Il faut oser lui poser des questions et la mettre en question. Non pas pour se hâter de la dépasser, mais pour la rendre féconde. Il s'agit de démystifier l'échafaudage de la « philosophie marxiste » en arrivant à montrer qu'elle n'est pas de la philosophie. Il s'agit d'arrêter le bavardage et la confusion, la polémique vide et toute la nouvelle scolastique dialectique. La philosophie ne connaît et ne reconnaît ni chef infaillible ni direction collective. Peut-être est-elle morte. Dans ce cas, il s'agirait de l'enterrer avec soin, de tirer les conséquences de son anéantissement et de préparer ce qui lui succèdera : ce ne peut qu'être la *pensée ouverte* — ayant assumé et les vérités marxiennes et les vérités marxistes et ayant compris leurs erreurs ; cette pensée doit oser être planétaire, essayant de saisir ce qui se manifeste dans le devenir qui emporte la planète toute entière. Il est nécessaire qu'elle s'ouvre à la *mondialité* (l'expression est d'Edgar

Morin) et qu'elle cherche le fondement de la totalité du monde, sans vouloir fixer ce fondement d'une manière scolaire — soit idéaliste et spiritualiste, soit réaliste ou matérialiste — et en s'ouvrant à la vérité de l'errance. Sans lier étroitement la pensée à une localité restreinte et sans l'attacher à une fraction du temps, cette pensée d'une nouvelle sagesse révolutionnaire pourrait déployer sa force — en ne reculant pas devant sa propre faiblesse — l'enracinant dans le rythme du devenir historique total, scrutant l'énigme du sens de ce devenir mondial. Cette pensée planétaire, sans être aucunement totalitaire — et en fécondant des recherches scientifiques particulières — pourrait, non pas se dissoudre dans l'action, mais éclairer tout ce qui se manifeste aux habitants du globe. Sans se constituer en « philosophie », elle serait pensée *planétaire* parce que globale et assumant l'errance, l'errement et l'erreur d'un monde ouvert, le monde n'étant guère un ensemble d'objets fabriqués ou à fabriquer, ni un objet à contempler, mais l'horizon de la mondialité embrassant tous ses fragments. Refusant de se dissoudre dans la logique (formaliste ou confusément dialectique), la physique ou la métaphysique, la psychologie, l'histoire ou même la sociologie (qui n'épuise nullement la signification de tout ce qui est), la pensée planétaire serait à même de parler des problèmes soulevés par la *technique planétaire* et de son mouvement rotatif et conquérant.

KOSTAS AXELOS.

REMARQUES SUR L'ARTICLE D'AXELOS

Axelos dégage excellemment la contradiction des « philosophes » marxistes qui se réfèrent à un chef de file qui voulait la mort de la philosophie. Mais il aborde sans distinction un problème assez différent, et peut-être deux autres problèmes : celui de la stérilité des marxistes, et celui de la définition de l'idéologie comme structurellement différente de la philosophie. C'est à la distinction de ces trois problèmes que nous voudrions consacrer quelques remarques.

1) Que Marx ait réclamé la fin de la philosophie resterait secondaire si les écrivains politiques qui se disent marxistes construisaient en fait un système cohérent du monde et de ses articulations : ce serait là, en fait, une philosophie véritable, et les déclarations sur la mort de la philosophie seraient purement formelles. Une philosophie ce n'est rien d'autre qu'une explication intelligible de la totalité du réel et de l'insertion d'une humanité active dans ce réel.

2) Certes, ces écrivains politiques travaillent bien à une telle œuvre. Mais elle reste stérile, statique et étroite. C'est donc de leurs propres mains qu'ils tuent la philosophie qu'ils pourraient (quoi qu'en ait dit Marx) procréer ; et ce n'est pas par une impossibilité d'essence, mais par un refus de fait qu'il n'y a pas, actuellement, de véritable philosophie marxiste.

Il faudrait réexaminer les raisons de cet arrêt du marxisme dont parlait si justement Sartre, mais nous ne voulons en citer qu'une ou deux. Les marxistes, au lieu de s'affronter directement au réel environnant utilisent une méthode de détour : ils confrontent d'abord leurs descriptions possibles au contenu exemplaire et original qui serait le vrai marxisme, et qu'on appelle l'orthodoxie. Il y a là un double souci : d'une part se sentir assuré en imitant le Modèle, se sentir sûr de soi et proche de la perfection, d'autre part s'intégrer au Corps des Communistes en donnant les gages nécessaires qui écartent de vous le soupçon de la spontanéité créatrice et, par conséquent, dangereuse.

Or, il n'est plus possible de confondre la philosophie avec un système d'idées établies qui n'ont pas à être dépassées mais *retrouvées* chaque fois dans des domaines nouveaux. La philosophie ne saurait être Imitation par rapport à un Modèle antérieur, et commentaire conforme, agréé par un corps constitué. Il n'y a rien d'autre dans le livre de Politzer et Caveing, ni dans celui de Garaudy sur la Liberté : une démonstration par citations de Marx de ce qui est déjà connu ; chez Desanti, le style est plus nuancé : mais le système est le même et l'on explique sans rire que l'Universel, dans l'Ethique de Spinoza, est issu du commerce des grains à la Bourse d'Amsterdam ou de l'usage des traites : c'est *ce qu'il fallait dire.*

Ce souci de la pureté par imitation explique que les travaux marxistes soient des

commentaires, mais jamais des recherches : on démontre mille fois la vérité du marxisme en montrant que, en effet, chez Racine, chez Spinoza, chez les Idéalistes (l'an dernier à l'Université Nouvelle) on voit merveilleusement à l'œuvre le travail de la lutte des classes. Mais en dehors de ces études secondes *sur* des études premières, peu de choses : le marxisme, science de la nécessité, échoue pitoyablement dans la prévision concrète, c'est-à-dire prochaine des événements, parce qu'il n'étudie plus la réalité environnante pour elle-même, il y cherche les signes de la vérité du marxisme. D'autre part, lorsque des chercheurs marxistes tentent réellement d'élucider le réel lui-même *et non ce qu'on a dit sur le réel,* ils sont maintenus dans l'ombre par le Parti : je pense aux travaux de Lefebvre sur la question agraire. C'est le Parti Communiste qui est un faiseur d'anges.

3) Une autre raison de l'arrêt du marxisme est le fait que, par souci de pureté aux yeux du pouvoir (le Parti), on a renoncé à la philosophie pour l'idéologie. Mais Axelos n'a pas assez défini ces termes.

Certes, la philosophie « planétaire » à laquelle il pense semble être la seule possible et souhaitable : une philosophie de la totalité, et, par exemple, de l'homme comme totalité — détotalisée (comme dirait Sartre) — nous paraît seule capable d'intégrer la réalité personnelle et sociale de l'homme, sa volonté et son corps, son désir et son travail. Mais il faut dire clairement que c'est cela que le marxisme rate en fait, malgré ses affirmations : il laisse tomber en dehors de lui, parce qu'il le considère comme secondaire, tout ce qui n'est pas strictement objectif. Plus précisément, c'est la dimension éthique de l'histoire et de l'individu que cette doctrine rejette hors de la philosophie : cela revient à nier un aspect de la réalité elle-même, et par conséquent à se nier soi-même comme philosophie. Car enfin on ne comprendrait pas pourquoi il faudrait décider de faire la révolution, ou de faire une insurrection s'il n'était pas finalement *préférable* que la société supprimât en elle la différence des classes. Marx est issu de la bourgeoisie et la révolution ne fut son fait que parce qu'il en fit d'abord son droit. Certes l'éthique n'est pas le moralisme ni la recherche de la pureté ou de la vertu : les « moralistes » se trouveraient plutôt dans les rangs du Parti. Il faut voir au contraire que l'éthique est la réflexion totalisante sur *l'action,* sur cette « *praxis* » dont les doctrinaires marxistes font une tarte à la crème sans jamais tenter de la comprendre en profondeur. Mais une réflexion totale sur l'action devient l'analyse de la liberté et la recherche des liens entre le souhaitable, le préférable, le réel, et, à la fin seulement, le possible. En ce sens, la constitution d'une éthique implique la constitution d'une ontologie et c'est le système total d'un réel, d'un souhaitable et d'un possible qui se transforme à la longue en philosophie. L'éthique est la détermination individuelle et politique des fins primaires et secondes et l'explicitation des moyens premiers ou seconds qu'elles impliquent : ces moyens certes sont politiques et économiques, mais on ne saurait les confondre avec les fins. Et ces fins fondamentales sont données dans le mouvement de la *volonté historique* que certains marxistes ignorent trop souvent.

Cette volonté, aussi sociale, collective et dialectique qu'on voudra, aussi proche du désir et du besoin qu'on le souhaitera, n'en est pas moins le *mouvement même* de ceux qui *font* l'histoire. Elle est réalité et doit être intégrée à toute philosophie totale comme dimension éthico-politique, et finalité de toute ontologie.

C'est ce système total de la réflexion comme ontologie et comme éthique que parfois les marxistes ne parviennent pas à concrétiser ; ils contribuent en ce sens à étouffer un peu plus le concept de philosophie.

4) Cependant cet « étouffement » est paradoxal puisque les marxistes défendent une « idéologie », terme qu'Axelos n'a pas précisé. Il ne suffit pas de dire platement avec Garaudy qu'elle est produite par l'infra-structure. Il faut aussi voir qu'elle est une manière de programme politique, c'est-à-dire de système des fins : l'idéologie est une éthique. Mais elle s'en différencie par le fait que, comme idéologie marxiste, elle n'avoue pas qu'elle est *d'abord* programme politique particulier (stalinien, léninien, titiste...) et qu'elle prétend *ensuite* être la seule expression du réel (tandis qu'elle est une éthique) et l'expression de tout le réel (tandis qu'elle est partielle).

5) Nous pouvons conclure : le marxisme se donne comme idéologie, et peut ainsi passer pour n'être pas une philosophie. En

fait, il est explication du réel historique et invention d'un certain avenir humain, il est ontologie et éthique, il est réellement une philosophie ou plutôt il le sera dès qu'il se libérera de la peur vertueuse du Comité Central. On pourra alors examiner avec sérieux ses lacunes et ses inconséquences.

Ce qu'Axelos nous a permis de dégager c'est la *contradiction* essentielle de toute pensée marxiste : elle est cette philosophie issue de la réflexion d'un philosophe qui annonçait la mort de la philosophie. Mais Nietzsche aussi annonçait la fin de la morale. Marx a seulement préparé une nouvelle philosophie : mais il était encore, comme le scientiste Freud, l'héritier d'un passé et n'est pas parvenu à comprendre que *l'économie* aussi était un objet de la réflexion philosophique. Il nous appartient, au XXe siècle, de comprendre en outre qu'elle n'est pas le tout de la réalité et que la philosophie est une réflexion sur ce tout. Mais la pensée de la totalité c'est aussi la vérité.

ROBERT MISRAHI.

SUR LES REMARQUES DE MISRAHI

Il n'est sans doute point aisé de tirer suffisamment au clair et de préciser la situation confuse de la « philosophie marxiste » et la nature et la portée de ce qu'on appelle idéologie. Néanmoins, il s'agit de *préparer l'avènement d'une pensée neuve,* libérée aussi bien des obsessions pseudo-philosophiques que de la fausse conscience et de la mauvaise foi de l'idéologie. Et cette pensée neuve ne se sacrifierait pas non plus à la science — toujours particulière et unilatérale.

Marx n'a guère préparé une nouvelle philosophie, mais frayé la voie à une pensée ouverte qui ne sera plus de la philosophie, tout en étant pensée rigoureuse et vigoureuse. Soit en tant que vision du monde, soit en tant que réflexion sur le tout (qu'elle soit marxienne et dialectique, qu'elle soit marxiste et sclérosée), la philosophie a vécu. Ne regrettons plus donc les descriptions globales du monde, les ontologies et les éthiques scolairement schématisées, n'essayons pas de restaurer ce qui n'a plus de sens à venir.

Tant qu'elle se veut marxiste, la philosophie ne peut que se considérer comme un mode de l'aliénation idéologique ; autrement elle n'a de marxiste que le nom. Mais Marx, Nietzsche et Heidegger contribuent au dépassement de la philosophie (dans toutes les acceptions de ce terme) en vue d'une pensée bien plus interrogative et radicale : une pensée tendue vers la saisie de l'ouverture et du sens de l'être en devenir de la totalité du monde et osant mettre en question tout ce qui est, une pensée acceptant de rendre fluides les pensées figées et fixes.

Autre est le problème de l'idéologie. Celle-ci est nécessairement, et en tant que telle, mystifiée et mystificatrice ; elle est, et demeure, un ensemble théorético-doctrinal (tantôt plus systématique, tantôt plus journalistique), un montage (ni tout à fait conscient, ni tout à fait inconscient) de raisons, justifications, programmes, clichés et slogans — se tenant à égale distance de la vérité de la réalité empirique et de la pensée qui dit vrai. Elle a sa raison d'être comme rouage mal ajusté de l'action claire-obscure.

Il n'est nullement question d'édifier une nouvelle philosophie planétaire, une autre philosophie de la totalité, une meilleure méthode, doctrine ou systématisation totale. Il est seulement temps d'œuvrer à la préparation d'une pensée planétaire, pensant les liens indissolubles unissant la vérité et l'errance dont le jeu ajointé a la planète entière comme enjeu. Cette pensée planétaire serait une pensée cohérente — mais non point une réflexion ratiocinante et « rationaliste » ; elle serait *pensée fragmentaire de la totalité ouverte* — car ce que nous pouvons saisir, ce sont les fragments se dévoilant dans l'horizon de la totalité.

K. A.

L'AU-DELA PHILOSOPHIQUE DE MARX

Le génie de Marx n'est pas tant d'avoir critiqué la philosophie du point de vue de la science et de l'action ; cette critique était déjà en cours. C'est de n'avoir ni totalement abandonné la philosophie, ni totalement adhéré à la science, ni totalement adhéré à l'action ou au vécu. Le génie de Marx est d'avoir voulu, dans ce qu'il appelait praxis, associer, entre-féconder, entre-déchirer la philosophie, la science et l'action. Cette association dialectique est si audacieuse, si instable, que le marxisme tend naturellement à se décomposer, soit en philoso-

phisme, soit en scientisme, soit en pragmatisme. Et, dans le pire des cas, à ne conserver en lui, d'une façon hétérogène et incohérente, que les formes les plus dégradées du philosophisme (système clos, abstrait et dogmatique), du scientisme (matérialisme réificateur), du pragmatisme (l'action du parti, critère de toute vérité).

Or, Marx a voulu dialectiser réciproquement philosophie-science-action. Il a voulu affronter l'esprit de totalité (philosophie) au savoir hypothétique, empirique, parcellaire et abstrait (science), et au vécu (action, existence).

C'est dans cette dialectisation réciproque que réside la possibilité, non pas d'éliminer la magie une fois pour toutes, mais de la surmonter constamment. Car c'est le seul moyen d'éviter ces pétrifications qui se nomment scientisme, philosophisme et pragmatisme.

C'est en même temps le seul moyen d'aspirer à la totalité sans sombrer dans le mythe de la totalité. La confrontation dialectique entre philosophie, science et expérience vécue nous enseigne qu'il n'est de vérité que totale, c'est-à-dire à la fois conforme à l'exigence philosophique, à la vérification scientifique et aux besoins profonds de l'être humain. Mais elle nous enseigne également que cette vérité est hors de notre atteinte.

Elle nous contraint à reconnaître les limites (actuelles ou « éternelles », peu importe) de notre esprit et de notre vie. L'homme doit dépasser ses particularités pour tendre vers l'universel concret. Mais l'universel concret restera toujours son mythe, parce que l'homme demeure toujours, dans une mesure certaine, particulier et abstrait. L'homme universel, l'homme total, l'homme dieu, réconcilié avec la nature et lui-même, est une impossibilité pratique qui ne peut prendre fin qu'avec la *suppression de l'homme en tant qu'homme* (possibilité future nullement exclue).

L'homme est l'être le plus limité qui soit puisqu'il est l'être le plus individualisé qui soit. Mais il est en même temps, et par là même, l'être dont le besoin est le plus illimité, le plus universel. Cette contradiction est le tissu même de notre condition. Ce n'est que par coups de baguette magique que religions et philosophies ont cru lever ou concilier la contradiction. En fait, le moment de la réconciliation est le moment où la pensée passe au point mort ; supprimer l'anode ou la cathode, c'est arrêter l'électrolyse. Mais l'acceptation hébétée ou désespérée de la contradiction est une pire sorte de mort intellectuelle.

Que faire ? Comment dire ? Il faut à la fois accepter ce qu'on refuse et refuser ce qu'on accepte. Il faut exiger la totalité et la nier...

⁂

Aujourd'hui, la pensée qui veut se situer au cœur de la dialectique philosophie-science-action-existence doit se vouloir, non seulement comme pensée planétaire, mais comme pensée anthropo-micro-macrocosmique. Trois univers de pensée vont actuellement à la dérive les uns des autres : l'univers de la science macrocosmique, où notre espace et notre temps se dissolvent dans les horizons galaxiques ; l'univers de la science micro-cosmique, où la matière se dissout en antagonismes énergétiques avant de laisser réapparaître de nouveaux micro-univers ; l'univers de la pensée anthropologique, où nous dissolvons désespérément tout ce que nous enseigne la microscopie et la macroscopie, où nous feignons d'ignorer les deux infinis qui nous assaillent. Folie que d'ignorer les deux infinis qui nous assaillent. Folie que d'ignorer deux de ces trois univers. La tâche première de toute pensée aspirant à la totalité n'est-elle pas de chercher l'unité dans cette contradiction à trois faces ? N'est-elle pas de chercher cette contradiction à trois faces dans l'apparente unité anthropologique ? C'est dans ce sens que nous devrions partir à la recherche de nouvelles vérités. Pourrons-nous, saurons-nous les atteindre ? De toutes façons, c'est dans ce sens seulement que nous pourrons surmonter, avec constance, les vagues sans cesse renaissantes de la magie. Et c'est dans ce sens que, pour ma part, je reconnais et j'accepte le message, philosophique et anti-philosophique, scientiste et anti-scientiste, existentiel et anti-existentiel, pragmatiste et anti-pragmatiste de Karl Marx.

E. M.

VERS LA PENSEE PLANETAIRE ?

Conclusions provisoires

Tirons une conclusion, mettons provisoire, de cette discussion. Il faut d'abord interroger sérieusement Marx.

La pensée planétaire, qu'il serait temps de promouvoir, se délimiterait et par rapport à la philosophie et par rapport à la science et par rapport à l'action ; elle ne coïnciderait avec aucune de ces trois puissances. Dépassant la philosophie, elle tendrait à s'ériger en pensée sans pour cela se vouloir savoir scientifique (parcellaire ou totale) et sans se laisser mesurer à l'étalon de l'action pragmatiste.

Depuis Platon jusqu'à Hegel, la philosophie et sa logique séparent la vérité de l'erreur. La pensée planétaire n'opposerait pas la vérité et l'erreur comme deux contraires (ou deux contradictoires), elle ne viserait même pas à les synthétiser dialectiquement. Sa dimension serait celle de la vérité de l'errance.

Il faut bien se garder d'envisager cette pensée d'un type nouveau comme une nouvelle doctrine, elle pourrait tout au plus s'efforcer d'ouvrir un horizon, se maintenant en marche dans cet horizon ouvert. Elle ne se voudrait nullement système de la totalité, mais pensée fragmentaire de la totalité (jamais totale et toujours ouverte au passé, au présent, à l'avenir), mettant en œuvre un langage plastique et multidimensionnel. Sa méthode serait-elle dialectique, à supposer que nous sachions ce qu'est une méthode et ce qu'est la dialectique ? Peut-être faut-il rendre mobiles et fluides même les catégories de la dialectique qui se sont elles aussi fixées et figées, et faire face à un autre langage. La pensée planétaire ne devrait non plus se prétendre vision du monde mais se comprendre comme interrogation globale mettant tout en question.

K. A.

PRESENCE AFRICAINE

Revue culturelle du Monde Noir

Numéro spécial

CONTRIBUTIONS AU Ier CONGRÈS DES ECRIVAINS ET ARTISTES NOIRS

Conditions d'abonnements

Les 6 numéros : France et colonies. 1.200 fr.
Etranger ..... 1.500 fr.

17, rue de Chaligny, PARIS-XIIe
DOR. 38-39. C.C.P. Paris 59-36-25

SOCIALISME OU BARBARIE

Au sommaire du n° 22 (juin-août 1957) :

Pierre CHAULIEU : Sur le contenu du socialisme.

D. MOTHE : L'usine et la gestion ouvrière. Journal d'un ouvrier de chez Renault.

Abonnements : 1 an (4 numéros) 600 fr.
Abonnement de soutien ..... 1.200 fr.
Le numéro ..... 200 fr.

42, rue René Boulanger, Paris, Xe.
C.C.P. 11.987-19.

LES LETTRES NOUVELLES
Revue mensuelle

30, rue de l'Université, Paris-7e.

Sommaire du n° 53 (octobre)

Hommage à César Vallejo

André COYNE : Vallejo, poète de l'homme.

César VALLEJO : Poèmes.

Sébastian Salazar BONDY : Vallejo et les deux mondes.

Nathalie SARRAUTE
Le Planétarium

Pierre NAVILLE
L'Unique et l'Inhumain chez Stirner

Georges PAPAZOFF : « Pascin, Pascin, c'est moi ! » (fin).

Philippe SOUPAULT : Rendez-vous ! (fin).

Dionys MASCOLO
Misère des Intellectuels français

RECTIFICATIF

« Un petit malentendu s'est introduit dans l'article de T. Munzer, « A propos de Lukàcs », publié dans notre dernier numéro que l'auteur demande de rectifier. Dans une note au bas de la page 21, T.W. Adorno est mentionné comme vulgarisateur de la théorie de réification de Marx et Lukàcs. Munzer nous a fait parvenir une communication dans laquelle il précise que son intention était de dire que Max Horkheimer et Théodor Wiesengrund Adorno sont les seuls *continuateurs* légitimes de la théorie de réification, et non ses *vulgarisateurs*. Munzer considère le livre « Dialektik des Aufklarung », (1947) de Horkheimer et Adorno, comme l'ouvrage récent le plus significatif sur ce problème.

Directeur-gérant : Edgar Morin

Rédaction et administration : Editions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6e, Bab. 37-94
Le numéro : 100 francs. Abonnement (six numéros l'an) : 500 francs
Etranger : 650 francs. Abonnement de soutien : 1.000 francs
C.C.P. Bien spécifier : Ed. de Minuit Paris 180-43

Imp. Victor-Hugo - Poitiers